

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 154. — 22 JUIN 1963

*Malgré le sabotage de de Gaulle
des progrès peuvent être réalisés
en direction de la paix à Moscou*

(Lire page 3)

La marche silencieuse des partisans des
objecteurs de conscience



(Agi.p.)

**L'expansion d'un
département :
LE NORD
L'essor d'une ville :
DUNKERQUE**

(Pages 6 et 7)

Un rassemblement s'est déroulé samedi, place de la Sorbonne, autour d'un étudiant parisien, Claude Bresson qui, objecteur de conscience, refuse de « participer à la préparation d'une guerre nucléaire, et réclame pour lui et pour tous les objecteurs un statut de service civil sous contrôle d'un organisme civil ».

Les amis de Claude Bresson ont ensuite organisé une marche silencieuse jusqu'à l'Assemblée nationale, et le jeune homme devait se présenter ensuite aux autorités dans un commissariat.

Dans le cortège qui s'ébranlait, place de la Sorbonne, on voyait les porteurs d'une pancarte où on lisait : « Préparer la bombe, c'est préméditer le crime ».

Pour un PLAN SCOLAIRE d'urgence

L'augmentation
considérable
des crédits de
l'enseignement
est conforme
aux exigences
de l'intérêt na-
tional et doit
devenir une
revendication
commune aux
organisations
syndicales et
aux partis de
la gauche.

(Lire page 4)

Un film magistral
"LE GUEPARD"

(Lire page 12.)

Règlements de comptes

Au cours du débat sur la ratification du traité franco-allemand à l'Assemblée nationale, Maurice Faure, président du Parti radical, s'en prenait (avec raison) à la force de frappe.

M. Sanguinetti (de l'U.N.R.) l'interrompt : « Le coût de la force de frappe ne représente aujourd'hui que la moitié des subventions accordées au monde agricole, et vous avez dépensé, outremer, dans des guerres perdues, 15 000 milliards qui auraient pu financer pendant cinquante ans la constitution de la force de frappe ».

Et Maurice Faure de s'indigner (avec raison) de cette réponse « venant d'un homme qui a attaché son nom au complot du 13 mai au nom de l'Algérie française ».

Cependant, il est vrai aussi que les dirigeants de la IV^e République ont poursuivi des guerres coloniales inutiles et ruineuses et ont fini par capituler devant les hommes du 13 mai. Ainsi cette passe d'armes entre Maurice Faure et un membre de l'U.N.R. apparaît comme un règlement de comptes.

Controverse C.G.C. - C.F.T.C.

Le récent congrès de la Confédération générale des Cadres (C.G.C.) a critiqué violemment la politique du gouvernement, la « caricature » de planification qui ne permet pas aux organisations syndicales de se prononcer valablement, l'insuffisance du salaire des cadres, en particulier dans le secteur public et le poids de la fiscalité. Le secrétaire général, André Malterre, s'en est pris également aux statistiques de la Fédération des ingénieurs et cadres C.F.T.C. qui prétend être la plus représentative. « Si ces chiffres sont vrais, a déclaré M. Malterre, nous sommes des gens géniaux car, sans représenter plus de 15 p. 100 des cadres, nous nous faisons passer pour les plus authentiques représentants de cette catégorie. » Et, d'opposer aux chiffres de la C.F.T.C., les résultats des élections à l'Association des institutions de retraite des cadres où, sur près de 700.000 inscrits, la C.G.C. obtient 66 p. 100 des voix. Il est vrai qu'il y a les cadres moyens et les autres, que la C.G.T. prétend l'emporter dans la métallurgie, et F.O. dans la fonction publique.

Pour sa part, M. Lagandre, secrétaire de la Fédération des ingénieurs et cadres C.F.T.C., a déclaré au congrès confédéral que « la représentativité de la C.G.C. ne saurait s'étendre au-delà du milieu des cadres » : « Sa prétention de traiter d'égal à égal avec les trois grandes confédérations apparaît plus que jamais abusive. Bientôt on comptera plus de « cols blancs » que de bleus de travail et le syndicalisme de demain devra assumer pleinement les problèmes des ingénieurs et cadres. »

Le Bourget : une exploitation pacifique

Nous ne parlerons pas technique, laissant aux spécialistes cette tâche, mais après une visite à ce Salon, quelques réflexions s'imposent à l'occasion du 25^e Salon du Bourget. Pour la première fois depuis longtemps, la participation française a fait forte impression sur les visi-

teurs français et étrangers.

Du Balzac à décollément vertical à la super Caravelle en passant par la « force de frappe » Mirage-III et IV, le Bréguet 941, un quadrimoteur à hélices que nous avons vu évoluer à moins de 100 km/h et atterrissant presque sur place (65 mètres de roulement seulement à l'atterrissage) tout a démontré que notre industrie aéronautique pouvait lutter sur les marchés mondiaux avec les industries américaine et anglaise notamment.

Les démonstrations sont de plus en plus spectaculaires, les pilotes se jouent des difficultés avec une maestria frôlant parfois la témérité et plus d'un spectateur a senti un petit frisson lui parcourir l'échine en voyant ces monstres foncer à basse altitude juste au-dessus de leur tête dans un vacarme assourdissant. Le bâtiment de l'espace où étaient exposés divers satellites améri-

cains, dont la capsule ayant servi à Walter Schirra pour faire six révolutions autour de notre petit globe, attirait bon nombre de visiteurs. Les engins téléguidés étaient très entourés par les jeunes. Les gros insectes que sont les hélicoptères exécutaient des ballets qui ravissaient petits et grands.

Souhaitons que toute cette technique soit mise à la disposition de l'homme pour son seul bien. Aussi vous fais-je grâce de toute la profusion de détails donnés concernant le nombre et les sortes d'engins de mort que peut transporter tel ou tel modèle, les rockets et lance-rockets. J'aime mieux songer au « Concorde » classe Mach 2, fruit d'une étroite coopération franco-anglaise dont la maquette faisait impression sur les visiteurs et dont la construction et l'exploitation sera toute pacifique, du moins espérons-le !

Prière à insérer

Dernièrement ont eu lieu les élections régionales siciliennes, qui, venues peu après les élections générales italiennes, ont confirmé la poussée communiste et le piétinement du P.S.I., mais ont marqué un léger regain des démocrates-chrétiens.

Ce regain est-il dû à la prière diffusée en Sicile avant les élections, « avec approbation ecclésiastique » et dont *Rinascita*, du 15-6, nous offre la photocopie ? On y lit notamment : « ...Vierge Sainte, éclaire l'esprit de nos électeurs, dirige leur volonté pour épargner à la Sicile les horreurs et les déplorables conséquences du communisme. »

« Fais, ô Mère très bonne, que chacun écoute, dans le secret de sa conscience, le cri de douleur et la plainte des millions de chrétiens opprimés par les communistes au-delà du rideau de fer et de sang. Arrête la main de celui qui veut trahir la foi et la civilisation chrétiennes. Reine des Victoires, fais que nous puissions répéter avec joie : « C'est toi qui as vaincu l'ennemi de Dieu ! Amen. Sainte Agathe, sainte Lucie, sainte Rosalie, par votre intercession, préservez de l'erreur communiste notre Sicile que vous aimiez tant durant votre vie et que maintenant vous protégez du ciel. »

Avant la guerre raciale en Afrique du Sud

A la veille d'une guerre très dure, très inégale et qui promet d'être longue, à laquelle le gouvernement d'oppression raciste et esclavagiste d'Afrique du Sud force aujourd'hui le peuple de couleur, le Mouvement national africain lance un appel pressant à tous les démocrates et aux travailleurs du monde entier pour qu'ils soutiennent sa lutte par tous les moyens, pour qu'ils jettent leur poids dans la balance aujourd'hui favorable à la minorité fasciste blanche, pour qu'ils choisissent le camp des opprimés.

A l'initiative de l'U.N.E.F., un comité groupant les syndicats et les partis de gauche tente de se constituer pour démarrer rapidement une action de propagande en faveur de la lutte de libération.

Une conférence de presse des animateurs du Comité doit se tenir dans quelques jours, pour alerter le public.

L'action doit commencer le 26 juin, « jour de la liberté », anniversaire de la fondation du premier comité de soutien.

Les contre-vérités de « La Nation »

La feuille gaulliste « La Nation », qui est parue le 14 juin sur dix pages, tient un curieux langage chaque fois qu'une information est contraire à la politique économique et « sociale » du régime. Les lecteurs lorrains, s'il en existe, de « La Nation » pouvaient lire le 13 juin, en page 2, sous le titre « Table ronde sur mines de fer » cette information : « Le gouvernement a chargé cette table ronde de proposer des solutions à la crise des mines de fer en raison des projets patronaux de fermeture de plusieurs puits jugés non rentables. Il a

ainsi fait droit aux syndicats ouvriers émus par des menaces de licenciements : »

Ainsi, selon la feuille gaulliste, les licenciements des mineurs de fer auraient pris fin grâce à l'action du gouvernement (entendez électeurs de l'U.N.R. !) qui avait soutenu les syndicats ouvriers.

« La Nation » n'est pas à une contre-vérité près, les Lorrains ont pu lire dans « L'Est Républicain » du même 13 juin, sous le titre « 400 mineurs de fer licenciés cette année » : « Quatre cents licenciements seront inévitables avant la fin de l'année dans les mines de fer de Lorraine, a annoncé hier M. Jean Laporte, préfet de Moselle, Igame de la 6^e Région, à l'issue des travaux de la table ronde qui s'est tenue à Metz. »

Le bouquet

Incrovable, mais vrai ! En cherchant bien, ils en ont trouvé dix. Dix policiers dignes de recevoir (avec la bénédiction de MM. Roger Frey et Papon) « la Médaille de la politesse et de la bonne humeur ». Qui ça, ils ? Les membres du Comité ad hoc, pardi ! (pas les « fans » de Belmondo, bien sûr...). Leur président, M. Raymond Rodet, annonçait lundi la bonne nouvelle à la presse quotidienne et périodique rassemblée à la Maison des Journalistes.

Ils n'ont trouvé que deux lauréats chez les artistes (Mick Michéyl et Achille Zavatta), ces Messieurs du Comité, mais du côté de la famille marron d'Inde, on n'a pas lésiné sur les fleurs. Un vrai bouquet ! Jacques Binet, Charles Venet, Georges Renard (officiers de police), James Dupont, Robert Chevaller, René Goguet, Augustin Bousquet, Léon Mascere, Robert Sionin, Jean Gasparini (gardiens de la paix) ; retenez bien ces noms, braves gens. Si un jour vous avez l'occasion de tomber entre leurs mains (polies) vous passerez un bon quart d'heure avec ces joyeux lurons. Sur-tout s'ils vous entraînent au commissariat du quartier Richelieu-Drouot...

LE BILLET DE JEAN BINOT

En Solo

A propos de cette « Marseillaise » lancée par notre ténor national tandis que les cinq cents officiers-élèves présents restaient bouche cousue. « Le Monde » parle de scène brève, silencieuse mais éloquente.

Qui ouvre la voie, si l'on peut dire, à quatre hypothèses.

Déjà de vocation pour le chant chorale chez des garçons dont l'instruction est à cet égard lacunaire.

A moins que leur mutisme ne résulte d'un mal de gorge collectif provoqué par ce printemps pluvieux et frais.

Ou tout simplement, qu'ils se souviennent, ces jeunes gens, du mot de Bossuet disant que l'éloquence est l'art du silence ? (cette ultime supposition nous est suggérée par notre confrère « Le Monde »).

LE DESSIN DE JEAN CHARLET

De Gaulle dans les Charentes



« La Télévision a moins parlé de moi, cette fois-ci, et j'ai comme l'impression que ça va me rester sur l'estomac. »

GRIBOUILLE ET LA GRANDEUR

éditorial

D EPUIS 1945, le monde entier attend impatiemment qu'une grande puissance industrielle prenne la tête de la croisade contre la mort atomique. Des millions d'hommes, des nations entières, la grande majorité des Etats s'effrayent des conséquences de la course insensée qui aboutira fatalement tôt ou tard à la catastrophe, soit à la suite d'un accident, soit par un « enchaînement de situations », comme lors de la crise de Cuba. De nombreux gouvernements « non alignés » ou simplement raisonnables sont déjà intervenus de manière utile. Aucun, malheureusement, n'a en la matière une autorité suffisante. Cette autorité, la France, quatrième puissance atomique depuis 1946 (au moins sur le plan pacifique), la possédait singulièrement.

Depuis que la pile « Zoé » s'est mise en marche à Châtillon-sous-Bagneux, tout le monde savait que la France pourrait un jour, si elle voulait, construire des bombes atomiques. Jusqu'en 1955 elle a affirmé ne pas le vouloir, et c'est d'ailleurs pourquoi, malgré sa soumission à la politique atlantique, elle a contribué dans une certaine mesure au progrès théorique des études et discussions internationales sur le désarmement. A partir de 1955-56, malheureusement, sous l'effet d'ambitions atomiques militaires, ambitions suggérées, et même probablement imposées aux gouvernements de la IV^e République par les ministres et députés « républicains-socialistes » sous l'impulsion directe de de Gaulle — la France a commencé à saboter tout ce qu'elle avait fait de bon dans ce domaine. Ce fut, en particulier, le cas à Londres au cours de l'été 1957, à un moment capital où les Américains et les Russes se sont trouvés plus près d'un début d'accord atomique qu'ils ne le furent jamais depuis lors.

Depuis 1958 et le régime officiel de gaullisme, ce fut bien pis. Pour faire éclater la bombe de Régane; de Gaulle sacrifia illégalement le moratoire atomique, fournissant ainsi les meilleurs arguments aux « ultras » du Pantagone et de l'armée soviétique. Ceux qui ne connaissaient pas le dangereux personnage qui nous gouverne auraient pu espérer qu'il s'arrêterait là. La « démonstration atomique »

étant complète, de Gaulle avait en main le meilleur instrument de pression pour entrer au « club atomique » s'il voulait y jouer un rôle utile; on était d'ailleurs prêt du côté russe, américain et britannique à l'y accueillir à égalité, les uns et les autres sachant trop bien ce que seraient les conséquences du sabotage français.

Mais cette entrée par la grande porte ne suffisait nullement à de Gaulle. Il ne se préoccupait pas d'utiliser l'autorité de la France pour faire avancer le désarmement. Il jouait au contraire sur l'aggravation de la situation entre l'U.R.S.S. et les Américains, espérant ainsi gagner du temps pour avoir une « vraie » force atomique. C'est ainsi qu'après l'entrevue de Camp David il retardait systématiquement la conférence de Paris. Les trois mois ainsi perdus par son sabotage donnèrent le temps aux bons rapports russo-américains de se détériorer et aux Services Secrets américains de prendre Eisenhower au piège de l'incident de l'U-2. De Gaulle avait gagné. La paix, au moins la détente, avaient perdu. Cela ne suffisait pas. Pour mettre au point les (dérisoires, mais coûteux) avions de M. Bloch-Dassault, pour « avoir » la bombe à hydrogène et la miniaturiser, il fallait encore du temps — et il ne fallait donc pas qu'un accord atomique intervint. De Gaulle contribua pour sa modeste part à éviter un événement aussi regrettable en annonçant qu'il n'avait aucune intention d'arrêter pour le moment, quoi qu'il arrive, les expériences atomiques françaises. Certainement, le docteur Teller aux Etats-Unis, le maréchal Malinowski en U.R.S.S., durent se réjouir de cette excellente déclaration qui leur laissait les mains libres.

Ainsi amorcé, l'enchaînement continua. Pour avoir une « vraie » force de frappe, Pierrelatte et M. Bloch-Dassault ne suffisaient évidemment pas. Il fallait l'industrie, les savants et les militaires allemands. De Gaulle joua donc de plus en plus la carte du rapprochement militaire franco-allemand. D'où son voyage en Allemagne, d'où son discours à l'académie militaire de Hambourg, d'où le traité bilatéral. Ainsi, il fournit aux éléments les plus dangereux de la politique allemande, une carte pour faire chanter les Américains ». Et Kennedy

s'embarqua, pour « reprendre » les Allemands à de Gaulle, dans la politique de la force de frappe multilatérale: l'état-major de la nouvelle Wehrmacht est ainsi assuré de pouvoir appuyer ses ambitions atomiques soit sur l'OTAN, soit sur de Gaulle, soit sur les deux à la fois. Ainsi, peu à peu, se reconstituent au cœur de l'Europe les éléments d'une situation explosive dont pourtant ni Kennedy ni Khrouchtchev ne veulent...

Cuba, toutefois, a montré à tous les hommes d'Etat devant quels risques effrayants nous nous trouvons. Un souffle de peur a passé dans les bureaux des Hautes Administrations de l'Est et de l'Ouest, encore plus conscientes que ne l'ont été les masses populaires du faible intervalle qui nous a pendant quelques heures séparés de l'abîme. C'est à la suite de cette prise de conscience que, malgré les Chinois, malgré de Gaulle et Adenauer, malgré leurs propres « ultras » militaires, Kennedy et Khrouchtchev ont commencé, avec l'encouragement et l'appui des Anglais, des neutres, du secrétaire général de l'O.N.U. et de centaines d'hommes d'Etat et diplomates de tous les pays, à explorer les possibilités d'un rapprochement réel des thèses sur le désarmement, et d'abord sur l'arrêt des essais atomiques.

D'où la conférence de Moscou où, naturellement, la France sera absente, puisqu'elle boycotte, avec les ricaneurs d'usage à propos du « machin », la Commission du Désarmement des 18 à Genève, qui n'est, par sa faute, que la commission des 17. La « grandeur », c'était d'abord d'être à Moscou, et c'était ensuite d'y favoriser par tous les moyens, d'y imposer, si on le pouvait, un accord atomique. Gribouille n'a pas voulu de cette grandeur-là. Et soyons certains que s'il peut faire quoi que ce soit pour compliquer la situation, renforcer les courants, hélas ! puissants, qui, dans les deux camps, s'opposent à toute solution positive, on peut lui faire confiance: il fera ce qu'il faudra.

Heureusement, la terre tourne encore, et la roue de l'Histoire aussi. Sans la France, quelques progrès seront peut-être réalisés à Moscou en direction de la paix. Tant pis pour Gribouille. Et tant mieux pour nous.

Claude BOURDET.

Le 19^e voyage présidentiel est fini

L'ORACLE DE BARBEZIEUX

A VANT chaque tournée provinciale de de Gaulle, on devait adresser des recommandations aux journalistes chargés de suivre le voyage et d'en commenter les péripéties.

Ils devraient d'abord lire ou relire le livre de Jan-François Revel, « Le style du général », à la fois excellent pastiche et pénétrante analyse... du rôle politique des allocutions gaulliennes. Ils devraient aussi entendre un ou deux disques de Tisot. Cette préparation leur épargnerait de faire tant d'efforts d'exégèse et de se donner un si grand mal pour tenter de faire prendre au sérieux ce qui ne l'est pas.

On cherche en vain, dans toutes les allocutions que vient de prononcer de Gaulle à la fin de la semaine dernière, l'ombre d'une explication politique, la trace la plus minime d'un commentaire précis des événements de l'actualité.

Après le premier jour de cette tournée, presque toute la presse affirmait: « Le général de Gaulle a abordé le problème de sa succession. » Sur la foi de ce titre, vous recherchez les précisions. De Gaulle se représentera-t-il aux prochaines élections présidentielles? Ou, s'il ne le fait pas, fera-t-il connaître le successeur recommandé aux suffrages populaires? Et qui? Vaines recherches! Voici à quoi se bornent les grandes révélations que le guide a bien voulu consentir à

apporter aux foules rassemblées: « Il peut y avoir des combinaisons, des prévisions, des agitations pour la suite. Vous voyez ce que je veux dire (Eh! non, précisément, on ne voit pas.) Mais moi, je suis convaincu de la sagesse délibérément acquise par le peuple français, je suis persuadé que moi-même disparu, la France continuera, forte, consciente d'elle-même, cohérente et résolue. »
Heureusement qu'un jour de juin 1963 il a plu au général de Gaulle de se promener en cortège du côté de Jonzac et de Barbezieux, et d'y laisser tomber quelques prophéties:

sans quoi, nous aurions pu demeurer dans le doute et nous demander si, après sa mort, la France existerait toujours. Maintenant, nous savons, et nous sommes pleinement rassurés.

Ne le serions-nous pas bien davantage encore lorsque nous entendons affirmer: « Nous avançons pas à pas dans un monde difficile et dangereux, et à mesure que nous avançons, nous réglons l'une après l'autre nos difficultés. »

Et pourquoi, après tout, de Gaulle se mettrait-il en peine? Puisque ceux qui viennent sur son

passage applaudissent ces platitudes et ces banalités, c'est qu'ils n'en demandent pas davantage.

Il peut tout se permettre devant de tels auditoires, et pas seulement de débiter des phrases totalement vides de contenu, mais même de rêver à haute voix et d'ignorer totalement les réalités présentes. Au moment même où l'on vient d'apprendre que, le mois prochain, à Moscou, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la Russie vont tenir une conférence sur l'arrêt des explosions nucléaires, pour chercher à régler entre eux, sans la France, un problème capital pour le destin du monde, c'est à ce moment-là que de Gaulle, imperturbable, déclare en Charente: « Notre pays s'est rassemblé et peut jouer son rôle international mieux qu'avant. Nous sommes plus respectés et mieux considérés dans un monde qui était peut-être porté à croire que la France ne jouerait plus qu'un rôle de second ordre. »

Encore devons-nous nous estimer pour une fois favorisés par le sort. S'il n'y avait eu, en même temps que le dernier voyage de de Gaulle, la fête aéronautique du Bourget, les vingt-quatre heures du Mans, l'affaire Profumo, la majeure partie de notre temps eût été encombrée de laborieux commentaires sur ces propos que Joseph Prudhomme n'eût pas osé tenir.

P. L.

COMMUNIQUE DU BUREAU NATIONAL

Le bureau national du PSU, réuni le 18 juin, a ainsi fixé l'ordre du jour du Conseil National des 22 et 23 juin:

1^o - Préparation du Congrès National: Débat sur les problèmes d'orientation et les options entre lesquelles le parti doit choisir en vue de la fixation de l'ordre du jour du Congrès.

Méthodes de préparation et fixation de la date du Congrès.

2^o - Recommandations à adresser au CPN sur le problème de la direction du parti jusqu'au Congrès.

Ces décisions ont été prises à l'unanimité.

Le Secrétaire National

Edouard DEPREUX

Trois préalables à la réforme de l'enseignement : Construction, Recrutement, Gratuité des fournitures

nous dit L.-P. Letonturier, auteur du « Livre Blanc »

L'OPINION publique qui est tout de même essentiellement composée de parents d'élèves commence à sérieusement se demander ce que l'Etat va finir par faire de la jeunesse, dont à l'occasion nos gouvernants ne manquent pas d'exalter l'importance et le rôle.

Les « Paroles... et les actes ou les Discours et les Budgets », c'est le titre de l'un des chapitres du « Livre Blanc » édité par le S3 de Paris du S.N.E.S., c'est-à-dire par la section parisienne du Syndicat national de l'enseignement secondaire.

Ce « Livre Blanc » (1) a le mérite d'être, pour énormément de gens, une somme de « révélations ». Ce « Livre Blanc » permet une vue d'ensemble saisissante de toutes les insuffisances, de toutes les difficultés, une addition scandaleuse de tout ce qui manque : locaux, matériel, professeurs, surveillants, de tout ce qui fait que particulièrement les enfants entre 11 et 18 ans (âge du second degré) ne sont absolument pas à égalité de chances, ne sont absolument pas sûrs d'être orientés selon leurs aptitudes, ne savent même plus, pour un certain nombre d'entre eux, s'ils pourront trouver place dans un enseignement — quel qu'il soit — du second degré.

Nous sommes allés trouver l'auteur de ce « Livre Blanc », le camarade L.-P. Letonturier, secrétaire général du S3 de Paris et lui, avons posé quelques questions.

Q. — Vous décrivez dans les premiers chapitres de votre livre toute une série de situations absolument effarantes, dont il ressort que, au niveau second degré, un enseignement normal est devenu, dans bien des cas, impraticable. Les faits et les chiffres que vous donnez sont écrasants. En outre, les perspectives pour les rentrées à venir, surtout à partir de 1964, ne sont guère optimistes, malgré les mesures prises ou annoncées dans le cadre de ce qu'on appelle « le plan Fouchet ».

R. — Ce sont les chiffres et les faits qui ne sont pas optimistes et ce ne sont pas les paroles et les déclarations d'intention, ce ne sont pas les textes qui peuvent y changer quelque chose.

On parle de « réforme », on décide même des mesures de « réforme », on affirme, comme M. Fouchet... « il s'agit de la plus importante mesure depuis celle de l'enseignement obligatoire prise par Jules Ferry ». Mais, en attendant à la rentrée 1962, par exemple, 5.500 élèves candidats à l'entrée en seconde, dans la Seine, n'ont pas été accueillis, et on ne sait exactement ce qu'ils sont devenus. Quant aux entrées en sixième, il est certain que les affectations sont essentiellement déterminées par la place disponible dans tel ou tel établissement.

Parler de « réforme de l'enseignement », parler de démocratisation et d'égalité des chances est quasiment indécent, tant que l'on ne choisit pas, tant que l'on ne veut pas choisir les moyens d'une politique scolaire à l'échelle des besoins de notre époque.

Q. — Bien entendu, ceci signifie une augmentation considérable de la part de crédits consacrée à l'Education nationale ?

R. — Bien entendu, cela signifie un choix « politique » entre les dépenses, de la part de ceux qui dirigent l'Etat, et il est bien évident que l'orientation « force de frappe » et autres « grandeurs... ». Pourtant le temps presse : le développement économique pousse vers l'enseignement du second degré de plus en plus d'enfants (nous donnons les chiffres dans le « Livre Blanc ») : l'élévation relative du niveau de vie est suffisante pour créer les conditions psychologiques d'un accroissement de la demande spontanée d'instruction. D'autre part, le progrès technique incessant et rapide fait qu'il existe (et il existera) de moins en moins de métiers qui puissent être à la fois rentables et simples, ne réclamant qu'un bagage élémentaire de connaissances.

Q. — Donc le développement économique, autant que la démographie entraînent la nécessité d'une expansion de l'enseignement du second degré ?

R. — Exactement. Mais expansion quantitative : capacité d'absorption des élèves, c'est-à-dire locaux, matériel et

maîtres numériquement suffisants, et expansion qualitative : matériel moderne (voyez la pauvreté de nos lycées en salles spécialisées, en matériel scientifique, souvent même en simples cartes de géographie, voyez la misère des crédits attribués dans ce domaine) et surtout maîtres qualifiés à tous les niveaux. Si les enfants de 11 à 18 ans n'ont pas ces conditions d'études, beaucoup d'entre eux deviendront une masse sous-qualifiée, parce qu'ayant été sous-scolarisée et trouveront de moins en moins facilement une situation. Le développement de l'enseignement — et singulièrement de l'enseignement du second degré — est par là même une revendication sociale majeure.

Q. — C'est-à-dire que cela devient un problème d'orientation politique ?

R. — Si vous voulez. Aucune « réforme » n'aura de sens, ni même d'existence, si ne sont pas satisfaits ce que nous appelons les Trois préalables : la construction ; le recrutement de professeurs qualifiés ; la gratuité totale des fournitures scolaires.

C'est un plan scolaire d'urgence qui doit être dressé.

Comme vous le disiez vous-même, cela suppose des crédits, beaucoup de crédits. Cela suppose aussi que l'Etat ne démissionne pas devant ses obligations : poids financier imposé aux communes, emprunts, liberté laissée au patronat privé d'organiser ses propres écoles, etc.

Le « Livre Blanc » trace les grandes lignes de ce qui pourrait être une politique scolaire conforme aux besoins :

— établissement des besoins en constructions et en professeurs par des commissions académiques où siègeraient les représentants de l'administration, des enseignants, des parents d'élèves (par exemple, extensions des compétences des actuelles commissions de la carte scolaire, restant pour autant strictement consultatives) ;

— constitution d'un grand ministère de l'Education nationale, c'est-à-dire regroupement de toutes les branches de l'enseignement (certains dépendent de la présidence du Conseil, d'autres du ministère de l'Agriculture, etc.) et, bien entendu, nationalisation de tout enseignement privé ;

— Budget septennal, avec autonomie de gestion, que la Cour des Comptes pourrait contrôler annuellement mais sans pouvoir de le remettre en question, ce qui ne saurait relever que du législatif.

On parle beaucoup des conditions de l'unité de la gauche ; on cherche, parfois avec tout un vocabulaire nouveau les éléments de reconstitution du « tissu démocratique », on cherche un programme mobilisateur de regroupement des travailleurs. Nous, syndicat, comme les autres.

Certes, nous tenons à rester indépendants de toute formation politique, comme de tout Etat. Mais nous avons, à plusieurs reprises, dit et écrit que l'idée d'un Rassemblement où se côtoieraient partis politiques et organisations syndicales était parfaitement concevable comme un but à atteindre.

Bien sûr, la question de l'enseignement n'est pas tout, ne peut pas à elle seule être tout un programme.

Mais le droit à l'instruction égal pour tous (et dans les conditions de notre époque ce n'est plus seulement l'enseignement primaire laïque, gratuit et obligatoire, mais c'est de l'enseignement du niveau second degré qu'il s'agit), cette déjà vieille question reste extrêmement actuelle.

N'est-il pas normal qu'elle soit une base d'accord aussi fondamentale, étant donné son importance aujourd'hui, que la revalorisation du pouvoir d'achat ?

Le meilleur garant de la défense des libertés n'est-il pas une éducation nationale laïque, dont la vitalité ne serait pas mise en cause ?

Ce droit à l'instruction égal pour tous n'est pas seulement un principe démocratique élémentaire, c'est une exigence très concrète que ressentent de plus en plus nettement les travailleurs.

Actuellement la moitié d'une génération continue à ne bénéficier que d'une formation primaire de base qui, de l'avis unanime, n'est plus suffisante, même pour les métiers réputés les plus simples.

Ce n'est donc pas seulement à un minimum intellectuel, mais également à la médiocrité matérielle que la politique scolaire de l'Etat peut les condamner.

Si les partis et les syndicats ouvriers ne s'unissent pas là-dessus, sur quoi le feront-ils ?

Rémy Grillaud.

(1) On peut se procurer le « Livre Blanc » (4 F) au S3 de Paris, 20, rue de Tournon, Paris (VI^e). Au près des secrétaires de sections du S.N.E.S. dans chaque lycée. Dans les librairies proches des lycées. Commandes individuelles ou groupées possibles par lettre ou téléphone (DAN 98-96).

GRENOBLE : affrontement chez NEYRPIC

De notre correspondant particulier à Grenoble : J. Etienne.

DEPUIS le 13 décembre, date de la rupture par M. Glasser, nouveau Président-Directeur général de Neyrpic (1), de l'accord d'entreprise signé fin 1961, la lutte menée par le personnel entre dans son septième mois.

Des articles précédents dans T.S. ont précisé le détail des raisons avancées par M. Glasser, aussi bien que les réponses syndicales à partir des chiffres des bilans.

Les « négociations » de mai

Après plus de quatre mois d'une action menée de façon extrêmement réfléchie par les organisations syndicales (C.F.T.C., C.G.C., C.G.T., F.O.) la Direction, gênée à la fois au sein de l'entreprise et par l'action inter-syndicale auprès de l'opinion publique et des Pouvoirs publics, annonçait à cor et à cri qu'elle ouvrait des négociations.

En fait, alors que seule la première partie de l'accord touchant les rémunérations était en cause jusque-là, elle proposait d'ouvrir des discussions avec les syndicats sur la deuxième partie de l'accord « pour y inclure la quatrième semaine de congés moyennant quelques aménagements ». Et les « aménagements » comportaient : suppression de la reconnaissance officielle de la section syndicale d'entreprise, réduction du nombre de délégués (actuellement fixé par la deuxième partie de l'accord), ainsi que des clauses financières, telles que l'octroi de la quatrième semaine représentait, tous calculs faits, une économie pour la Direction. Enfin, partant de ce que le cahier de revendications comportait, en plus du rétablissement des avantages de l'accord, la demande de la quatrième semaine de congés, la Direction liait l'ancien conflit à celui qu'elle venait ainsi d'ouvrir en déclarant que tout se tenait et serait traité ensemble.

Les syndicats, néanmoins, acceptaient la discussion, mais parce qu'ils s'étaient efforcés d'obtenir un calendrier de discussion qui ne soit pas trop étalé. L'accord avait été : ordre des questions proposé par la Direction, mais discussion continue au lieu d'une séance par semaine. Dès le

deuxième jour, les propositions patronales pour les augmentations de salaire étaient rendues publiques et malgré la discussion, malgré une intervention spéciale des syndicats d'ingénieurs et cadres, la Direction refusait d'aller plus loin que... 1 p. 100 en juillet 1963, 1 p. 100 en janvier 1964 et des augmentations individuelles. Depuis la dernière augmentation, l'indice de référence de l'accord indiquait une hausse du coût de la vie de 5,3 p. 100.

Au cours des discussions, la Direction avait abandonné ses exigences sur le nombre de délégués et la section syndicale d'entreprise, mais à condition qu'un accord se fasse sur l'ensemble, c'est-à-dire sur les 1 p. 100 également. Ce n'était évidemment pas possible et, avec l'assentiment du personnel, la lutte reprenait.

La répression

Mais elle prenait très rapidement un aspect différent. Courant mai, les syndicats s'étaient opposés à l'entrée dans l'usine de soudeurs loués par une entreprise extérieure, la Direction réduisait l'horaire de 177 personnes à 25 heures par semaine, prétextant que cela suffisait pour alimenter les seuls soudeurs de Neyrpic.

Puis elle décidait de fermer les portes pour la demi-journée après chaque débrayage, réalisant ainsi une série de lock-out partiels.

L'organisation de la solidarité financière permit aux syndicats de neutraliser la première mesure. Contre la seconde, ils organisèrent des débrayages dans les cours intérieures, avec reprise du travail après la grève. La Direction, après avoir refusé de payer ces heures d'après grève, s'attaqua aux délégués par des averses et sanctions qui se traduisent actuellement par trois jours de mise à pied pour deux d'entre eux et une demande de licenciement contre un troisième. Enfin, elle décida la réduction de l'horaire de l'ensemble du personnel (sauf ingénieurs et cadres) à 40 heures à partir du 20 juin.

Entre temps tout le personnel avait reçu à domicile une lettre de M. Glasser où celui-ci, retirant ses proposi-

tions, essayait d'en rejeter la responsabilité sur les syndicats qu'il accuse de « poursuivre sans doute des objectifs débordant le cadre de l'entreprise et les intérêts de son personnel ».

Les syndicats s'efforcent actuellement de démontrer le caractère illégal des sanctions prises. D'autre part, leurs efforts pour obtenir une entrevue avec le ministre du Travail viennent de se concrétiser : la rencontre devait avoir lieu le 19 juin. Enfin, après avoir organisé une journée d'études sur le conflit, pendant une journée de grève, les ingénieurs et cadres font signer une lettre ouverte qui désavoue l'attitude de M. Glasser, et qui doit obtenir une large audience.

Des conclusions provisoires

Il est bien évident que l'enjeu d'un tel conflit dépasse les avantages matériels en cause. M. Glasser le démontre lui-même en persistant dans une attitude qui coûte très cher au Groupe Neyrpic, bien plus cher que les économies qu'il voudrait faire sur les salaires. Alors ? Il semble bien que ce soit la capacité syndicale de cette entreprise, ce contre-poids à l'autorité patronale, qui soit visé.

Avec M. Glasser, on a affaire à un patronat coriace, s'appuyant sur plusieurs entreprises, au sein de groupes importants et jouant de toutes les ressources qui sont à sa disposition : opinion publique, lettres à domicile, ouverture de conflits sur d'autres fronts, fausses négociations, manœuvres de division, menaces et sanctions, essayant tantôt le pourrissement, tantôt la provocation.

Les syndicats, à Neyrpic, ont su voir cela et s'efforcent de réagir efficacement. La seule durée du conflit en est la preuve. Cela ne veut pas dire pour autant que la stratégie actuelle des fédérations syndicales prévienne nettement ce genre de lutte et surtout qu'elles soient prêtes à faire passer en pratique les idées qu'elles ont pu élaborer. En tant que parti politique, le P.S.U. a aussi des questions à se poser sur les conditions à remplir pour que les travailleurs puissent passer de la défensive à l'offensive.

(1) Et Président-Directeur général d'Alsthom.

Montluçon : la société JOY-VILLE-GOZET menace de licencier le cinquième de son personnel

(De notre correspondant particulier à Montluçon, M. Degond)

DEPUIS un an, la société américaine Joy, qui fabrique du matériel de mines, s'est installée à Montluçon, sur l'emplacement des Etablissements Pinguély-Ville-Gozet. Or voici quelque temps, la Joy-Ville-Gozet a annoncé son intention de licencier 92 personnes sur un effectif de 517.

La raison invoquée est le manque de commandes, mais tout se passe comme si la société voulait faire exécuter le même travail avec 92 travailleurs en moins. On peut penser également qu'elle veut

réduire l'entreprise à la fonction de simple relais pour le passage du matériel américain en France.

De toute façon ces licenciements sont absolument inacceptables : le Comité d'établissement leur a opposé un refus absolu, suivi par l'ensemble du personnel qui a manifesté massivement à plusieurs reprises. Ils ont été soutenus par les unions locales C.G.T., C.F.T.C., F.O., F.E.N., C.G.C., C.G.S.I., par la F.D.S.E.A. et le Syndicat des commerçants et artisans.

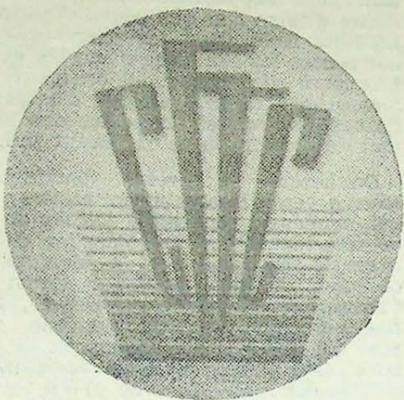
Dans de nombreuses entreprises, des motions de protestation et de

solidarité ont été votées à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales.

On peut espérer que ce large mouvement de résistance fera échec aux licenciements.

L'avenir cependant reste incertain. On ne peut oublier en effet les licenciements à Saint-Jacques et ceux, plus récents, chez Dunlop. Ce qui est en cause, c'est la structure néo-capitaliste de l'économie et de l'entreprise. En effet le patronat possède, lui seul, la direction et le pouvoir économique, mais il n'accepte pas la responsabilité

sociale. Il décide seul de la marche de l'entreprise et tous les risques sont pour les travailleurs qui font les frais d'une gestion à laquelle ils ne participent pas. C'est bien la preuve que seule la planification socialiste et démocratique, telle que la conçoit le P.S.U., peut permettre une organisation de l'économie favorable aux travailleurs, car la planification serait alors l'affaire des travailleurs et de leurs organisations. Voilà le combat que les travailleurs doivent mener : c'est le combat essentiel pour assurer leur avenir.



LA GRANDE BATAILLE DE LA DECONFESSIONNALISATION ENGAGÉE

UN millier de délégués dont la moyenne d'âge est de trente-deux ans. Des slogans qui ornent la salle d'Issy-les-Moulineaux et qui traduisent des ambitions ou des préoccupations essentielles : « La C.F.T.C. construit la grande centrale moderne ». « Pour une véritable planification démocratique : reconnaissance et extension des droits syndicaux ». Des slogans plus austères qui traduisent les efforts de la centrale dans le domaine de l'organisation : « Caisse confédérale de résistance : solidarité efficace ». « Action-Education - Organisation - Finances ». Tel se présente le 32^e congrès de la C.F.T.C. qui donnera lieu parfois à des débats houleux, en particulier sur le problème de la déconfectionnalisation, laquelle apparaît, en dépit de certaines résistances, de plus en plus certaine dans un avenir proche.

Le gaullisme contesté...

Si les militants de la C.F.T.C. ne sont pas unanimes pour condamner de façon catégorique le régime gaulliste, celui-ci ne devait pas moins se trouver contesté dès le début du congrès, dans le rapport d'activité du secrétaire général, Eugène Descamps, qui reprocha au régime actuel de cultiver le conformisme, favorisé d'ailleurs par les progrès du confort. « Le pays s'endort », remarquait Descamps.

Significatives également sont les acclamations qui ont salué l'intervention de Bonnet, responsable du syndicat Neyrpic, qui a souligné « la capacité techniquement révolutionnaire des travailleurs », et a dénoncé « la puissance des monopoles liés au pouvoir gaulliste », « ce pouvoir gaulliste qui soutien Gansser... »

La question de la planification démocratique a fait l'objet, d'autre part, d'une discussion. Le rapport établi sur ce sujet constatait que la planification établie par le gouvernement était « différente » de la planification démocratique préconisée par la C.F.T.C., ce qui ne voulait pas dire que les deux conceptions soient « opposées ».

Gilbert Declercq, qui avait défini la planification démocratique au congrès de 1953, a tenu à déclarer qu'il n'était pas de cet avis. Le bouillant secrétaire de l'U.D. de Loire-Atlantique, par ailleurs secrétaire confédéral, ne reconnaît pas son enfant dans la plupart des versions de la dite planification — dont parlent Pompidou, Grandval, Frachon et Lebrun (avec lequel il est d'accord). Mais il n'est pas d'accord avec la planification gaulliste qui est « une phase de l'évolution du capitalisme » et qui « n'est faite ni pour le peuple ni par le peuple ». Il n'y a qu'à voir la faiblesse de l'amélioration du

S.M.I.G., des allocations familiales, et l'écart entre les salaires de l'Ouest et ceux de Paris. Pour Declercq : « La présence de responsables C.F.T.C. dans les organisations économiques ne peut avoir d'autre objectif que de contester, de revendiquer. Nous ne sommes pas dans ces assemblées pour flirter avec le patronat et l'administration gaulliste. Démocratiser l'économie, c'est décider quels seront les besoins à satisfaire en priorité, savoir s'il s'agira d'écoles ou de bombes atomiques, de logements pour le peuple ou de « Jaguar » pour Marie-Chantal. La planification que nous voulons est d'orientation socialiste. »

La force de frappe devait aussi faire l'objet d'un certain nombre d'attaques, et une majorité approuva la motion présentée par Paul Vignaux, secrétaire général du S.G.E.N., qui demandait « l'arrêt du programme d'armement atomique et la reconversion de l'économie nationale vers des objectifs de progrès scientifique. »

Par ailleurs, la résolution générale adoptée à l'unanimité dénonçait les actes du régime actuel, « les institutions, les procédures, l'action psychologique, qui n'ont cessé de diminuer non seulement les moyens, mais l'esprit même du contrôle démocratique. »

Cependant, la résolution ne s'en prenait pas seulement au gaullisme, mais au néo-capitalisme qui le soutient : « Dans la société moderne, l'évolution des techniques, orientées par les forces de l'argent, tend, en favorisant le développement d'un climat artificiel d'apaisement et de conformisme, à masquer les antagonismes fondamentaux engendrés par l'économie de profit et, en supprimant les tensions et la contestation syndicale, à renforcer le capitalisme. »

...ainsi que la gauche de papa

Mais le gaullisme ne fut pas le seul à être malmené au congrès d'Issy-les-Moulineaux. La gauche de papa, politique et syndicale, ne fut pas mieux traitée. Et pourtant, Guy Mollet avait lancé à cette même tribune d'Issy un appel aux militants chrétiens ! Eugène Descamps lui répondit avec franchise : « La C.F.T.C., méfiante à l'égard du régime actuel, n'a aucune confiance dans les anciens partis politiques de la IV^e République pour rénover la démocratie. » « A commencer par le P.C., ajoutait-il, mais pour y joindre aussitôt la S.F.I.O. et le M.R.P.

Quant à la C.G.T., elle se voyait, non reprocher sa « timidité revendicative » en 1962, mais aussi sa dépendance à l'égard d'un parti : « Ce

qui est important, ce n'est pas la présence d'éléments non-communistes dans la C.G.T., ce qui est important, c'est que l'appareil syndical est, en fait, dans les mains de communistes. »

Même son de cloche dans l'intervention finale du vice-président, André Jeanson, qui fit allusion « au dieu solitaire et olympien de l'Elysée, manne de rations massives de « oui » par un peuple chloroformé » mais aussi « aux attardés de la hargne et de la grogne qui se heurtent vainement aux inconditionnels de l'autre côté de la Seine, aux indécis généreux du M.R.P., au vieux chef au passé douteux qui maintient la S.F.I.O. sous sa férule, et aux congressistes de St-Denis, dont les applaudissements tétégués, rythmés à la russe, ponctuent des discours préfabriqués... »

Il convient de noter encore que la résolution finale s'est prononcée pour l'unité d'action, et a souligné que la C.F.T.C. « ne prend pas son parti du pluralisme syndical », tout en considérant que « l'abandon de la conception léniniste du syndicat — courroie de transmission entre le parti et les travailleurs — est la condition majeure à la réalisation de l'unité syndicale. »

Pour la déconfectionnalisation

Le rapport sur « les responsabilités de la C.F.T.C. de demain », présenté par Gérard Esperet, avait pour but de préparer les esprits à la déconfectionnalisation officielle de la centrale. Cependant, alors même qu'il n'abordait pas la conclusion sur la nécessité d'une modification du titre de la C.F.T.C. et d'une nouvelle base doctrinale, la question ne pouvait manquer d'être abordée par les congressistes.

Elle le fut notamment par les représentants de la fédération des mineurs, dont on savait, qu'en dépit de sa combativité, elle se situait à la droite de la centrale. A l'inverse, le syndicat des produits chimiques du Roussillon s'estimant satisfait par le projet de résolution sur l'orientation et la perspective d'un congrès extraordinaire, retira sa propre motion.

Les mineurs estimèrent que l'existence de trois organisations syndicales ne les a pas empêchés de faire une grève unanime de 35 jours, et soutinrent que le pluralisme syndical est une source d'émulation. Le leader des « Equipes syndicales chrétiennes », Jacques Tessier, dont on connaît l'opposition virulente à la déconfectionnalisation, considéra de son côté que la C.F.T.C. était menacée de perdre son rayonnement si elle abandonnait sa référence chrétienne. A noter que tel n'est plus le point de vue des dirigeants de la fé-

dération des employés — ce bastion traditionnel de la C.F.T.C. — à laquelle appartient M. Tessier.

Finalement, la motion présentée par Gérard Esperet en conclusion de son rapport, fut adoptée à main levée. Un contre-projet (présenté par le syndicat des mineurs et divers autres, appartenant surtout aux régions du Nord et de l'Est) a été repoussé par 67 p. cent des mandats. L'amendement de Jean Maire (fédération de la métallurgie), fixant au quatrième trimestre de l'année prochaine la date limite du congrès réformateur, n'a été adopté que par 57 p. cent des mandats.

Malgré ces oppositions, le congrès extraordinaire sur la laïcisation de la centrale aura donc lieu à la fin de 1964. Ce sera l'événement le plus important dans l'histoire du syndicalisme français depuis la session de la C.G.T. en 1947, et cet événement marquera une étape dans le regroupement des forces syndicales de ce pays.

Maurice Combes.

Un syndicat F.O. pour l'unité

L'hostilité de Robert Bothereau à l'égard de l'unité syndicale et même de l'unité d'action n'est pas partagée par tous ses camarades de Force Ouvrière.

C'est ainsi que le récent congrès du Syndicat national des services du Trésor, très représentatif des fonctionnaires de cette catégorie, déclarait sur le problème de l'unité syndicale : « Devant le développement de la campagne pour l'unité, il (le syndicat) tient à affirmer que le chemin de l'unité passe par la reconnaissance de l'indépendance et la démocratie syndicale... » Et la résolution ajoutait : « Dès que des garanties sérieuses en ce sens auront été fournies, la discussion sur le problème fondamental de l'unité deviendra possible. »

Personne, en effet, ne nie que la question des garanties est essentielle. En attendant, précisait encore le syndicat, en vue des prochaines luttes, il émet le vœu que les grandes organisations syndicales s'efforcent de rechercher et de trouver des bases d'action susceptibles de grouper le plus grand nombre possible de travailleurs. »

NORD

UN D'EUROPE PLEINE

CA n'est pas une figure de style simpliste. C'est un fait que l'un des plus grands complexes sidérurgiques de France a été construit sur un terrain gagné sur la mer du Nord.

En 1958, il n'y avait rien qu'un terrain de 450 hectares que le flot recouvrait en grande partie. Comme la superficie des terrains émergés n'était pas suffisante, il fallut récupérer du terrain sur la mer. La Hollande avait déjà donné l'exemple de la victoire des hommes sur la mer envahissante. Sur sept kilomètres de long se constitua, par une levée de sable de neuf mètres de haut et de cent dix mètres de large, un rempart infranchissable contre les tempêtes de la mer du Nord.

Durant des jours et des nuits, on creusa, à la cote *moins* 13, le bassin maritime. Avec ces déblais, on put remblayer, hectare par hectare, le terrain gagné sur la mer et élever à la cote *plus* 9 l'ensemble du terrain de l'usine. Quatorze millions de mètres cubes d'eau et de sable ont été ainsi refoulés durant dix-huit mois pour récupérer 85 hectares sur la mer.

Mais, ensuite, il fallut stabiliser le sol et donner au sable la consistance du roc pour pouvoir y asseoir la masse des hauts fourneaux, des aciéries et des laminoirs. Enfin, entre 1960 et 1961, cinq mille hommes ajustèrent et soudèrent le montage des armatures de l'usine, tandis que des hélicoptères, jouant à saute-mouton avec les obstacles, déposèrent, à l'endroit indiqué, tubes et canalisations.

On ne peut, dans le cadre étroit de cet article, expliquer en détail la somme des efforts déployés. Un complexe sidérurgique, ça n'est pas une seule usine, on s'en doute. C'est une ville industrielle où tout doit être conçu, de l'arrivée des matériaux bruts à l'évacuation des produits finis, du transport des produits pondéreux à celui de la main-d'œuvre, de la vie des hommes à l'extension des usines et à l'expansion de l'ensemble de la région.

C'est ainsi que, dans le même temps que se construisait l'usine sidérurgique Usinor, producteur de fontes, d'acier et de tôles, la S.N.C.F. construisait plusieurs kilomètres de voies de triage, et environ quarante kilomètres de voies ferrées, rien qu'à l'intérieur du complexe, pour le transport des lingots de la fonderie au laminage. Près du bassin d'évolution, l'E.D.F. construisit une centrale alimentée par le gaz de haut fourneau qu'elle renverra à Usinor sous forme d'énergie électrique.

L'Air Liquide a monté un oxytone pour approvisionner l'aciérie en oxygène. La société Vallourec a construit une usine à gros tubes soudés, les tôles lui sont fournies, naturellement, de la porte à côté. Enfin, une nouvelle agglomération de deux mille logements a surgi de terre sur les communes de Synthes et de Fort-Mardick.

Pourquoi Dunkerque

Voilà l'ensemble du complexe sidérurgique de Dunkerque dont l'usine Usinor est le centre nerveux. Quelques précisions encore sur le rendement de celui-ci : avec un haut fourneau de 8 m 50 de diamètre de creuset, capable de produire 600.000 tonnes de fonte par an, l'aciérie de deux convertisseurs de 140 tonnes unitaires, soufflés à l'oxygène pur, coulera, dès la première année — 1963 — 700.000 tonnes d'acier. Les laminoirs produiront — en 1963 — 200.000 tonnes environ de tôles fortes. A la fin de 1963, un second haut fourneau entrera en activité ainsi qu'un troisième convertisseur. L'aciérie passera de 700.000 tonnes de production en 1963, à 1.500.000 tonnes en 1964. Toujours à la fin de cette année, le train à bandes le plus puissant du monde, avec ses douze cages sur un kilomètre de longueur, commence à laminer, à soixante kilomètres-heure, des bobines de tôles à chaud d'une largeur de 1 m 80, ce qui permettra la production gigantesque de 3.000.000 de tonnes par an. Quant aux tôles fortes de 4 m 10 sur 30 mètres et 10 centimètres d'épaisseur, la capacité de production prévue pour 1964 serait de 300.000 tonnes.

Enfin — les ingénieurs voient loin — tout est prévu dans l'espace et dans le temps pour la construction éventuelle de quatre hauts fourneaux supplémentaires, une seconde aciérie capable de porter la production à cinq millions de tonnes dans l'année.

Le IV^e Plan a prévu une capacité annuelle de production de 24 à 25 millions de tonnes

A DUNKERQUE, on

une ville de fer sur

en 1965, soit sept millions de tonnes de plus qu'en 1961. L'expansion de la sidérurgie, tant dans le monde qu'en France, pouvait légitimer cette ambition nationale. Toutefois, la crise de construction navale en France n'est pas sans procurer quelque inquiétude quant à l'avenir de la production de tôles fortes. Quelques réserves pourraient être aussi formulées à propos de la fabrication des tubes de pipe-line. Enfin, la concurrence à l'intérieur du Marché commun — et sur le marché mondial — de l'acier, et particulièrement des aciers spéciaux, de plus en plus employés, oblige la France à un effort accru, peut-être moins pour la production que pour les prix.

C'est pourquoi la France suit le phénomène des sidérurgies allemande, italienne, anglaise, américaine et japonaise qui se sont toutes rapprochées de la bordure du littoral pour diminuer le plus possible les frais de transport, moins onéreux, on le sait, pour les produits pondéreux transportés par voies d'eau.

Ces avantages recherchés sont valables tant pour l'approvisionnement en minerais riches d'outre-mer que pour l'exportation des produits finis. C'est un phénomène inverse qui pousse les centrales d'énergie et les raffineries à s'implanter, au contraire, au sein même des concentrations d'usagers pour limiter les frais et les pertes dus au transport de courant ou de carburant fini.

Dunkerque se prêtait particulièrement bien à cette implantation côtière : le port qui, aménagé, permettra l'accès de navires de fort tonnage et l'accélération des opérations de chargement et de déchargement. A ce sujet, il faut souligner l'effort de la Chambre de commerce qui a entrepris l'aménagement d'un bassin maritime, relié au port, de près de deux kilomètres de long sur trois cents mètres de large, susceptible d'accueillir des minéraliers de 45.000 tonnes.

Dunkerque est un centre industriel en plein essor. Dans la seule agglomération du port, on compte près de 700 entreprises industrielles (bâtiment et travaux publics, construction navale, raffinerie de pétrole, industrie alimentaire, textile, etc.).

De plus, le taux d'accroissement naturel de la région dunkerquoise est sensiblement double du taux d'accroissement de la population française. D'où la nécessité de créer des possibilités d'emploi.

Enfin, très proches, à soixante kilomètres, se trouvent les houillères du Nord et du Pas-de-Calais qui fournissent le coke nécessaire aux hauts fourneaux. L'arrière-pays est desservi par un réseau ferroviaire, fluvial et routier en voie de modernisation.

Mais il nous faut encore indiquer quelles sont les sources d'approvisionnement en minerai de fer de ce complexe de l'acier dunkerquois.

Condamnation du minerai de fer lorrain

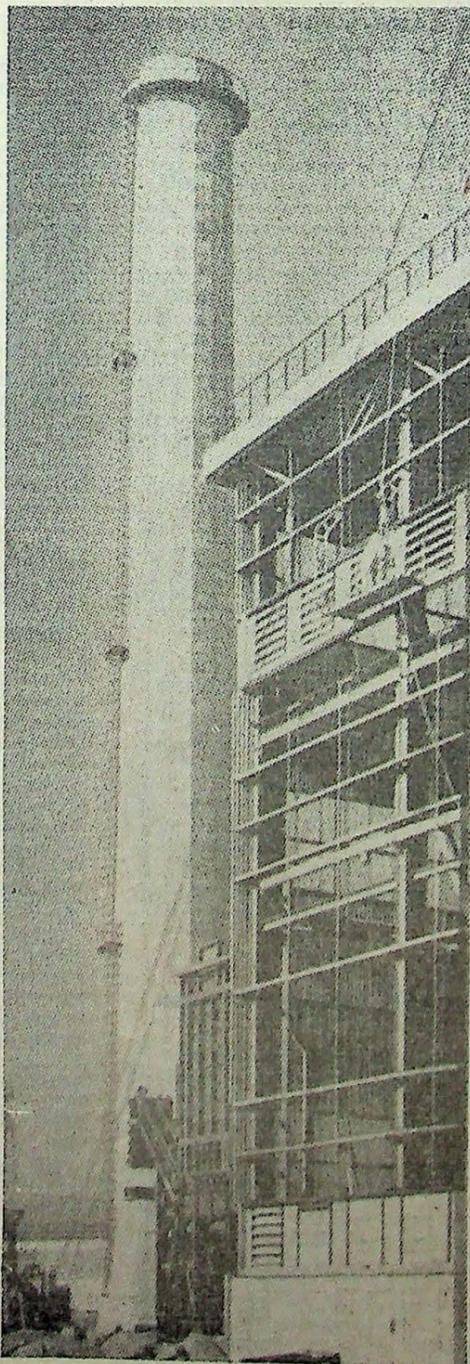
Les hauts fourneaux de Dunkerque et de Denain sont alimentés par du minerai de fer venant de la « Miferma », en Mauritanie, et du district de Kiruna, en Laponie suédoise.

Est-il raisonnable et rentable d'acheminer sur plus de trois mille kilomètres une matière aussi pondéreuse que du minerai ? La réponse est incluse dans ces quelques chiffres : le minerai lorrain — qui alimente en partie les hauts fourneaux de Valenciennes est acheminé par trains de 1.300 tonnes sur un parcours de 251 km. Le coût de transport de la minette lorraine — qui titre 29 p. 100 de fer — était de 11 F environ la tonne (avant les récentes augmentations). Le minerai suédois, embarqué sur des bateaux minéraliers de 25.000 à 35.000 tonnes à Narvik, titre 60 p. 100 de fer et son coût de transport s'élève à 8 F la tonne environ. Le minerai de Fort-Gouraud, en Mauritanie, acheminé sur 3.500 km, contient 65 p. 100 de fer et son transport coûte environ 12 F la tonne.

Ainsi, c'est 60 à 70 p. 100 de fer que transportent les bateaux minéraliers alors que les wagons qui font la navette entre l'Est et le Nord n'acheminent qu'un minerai à 30 p. 100.

De plus, le minerai de Mauritanie est exempt de soufre et de phosphore. Son exploitation se fait à ciel ouvert. Le capital de la Miferma est réparti à concurrence de 25,23 p. 100 pour le Bureau français de recherches géologiques et minières, de 15,25 p. 100 pour la sidérurgie française, de 16 p. 100 pour la sidérurgie italienne, 5 p. 100 pour la sidérurgie allemande, 20 p. 100 pour la British Iron and Steel Corporation et 18,52 p. 100 pour le groupe Rothschild.

Tazadit est une montagne de fer dont l'extraction se poursuit au rythme de 75.000 tonnes par mois. La ligne de chemin de fer — qui s'étire sur 635 km entre Fort-Gouraud et Port-Etienne — évacuera, dès 1964, quatre millions de tonnes, puis six mil-



(Photo Tribune.)

Dunkerque : le bâtiment de l'agglomération de minerais.

ARTEMENT EN EXPANSION

à bâti
sable

10 millions par an, par un port minéralier où pourront accoster des bateaux de 45.000 tonnes.

Dès maintenant, deux minéraliers de 35.000 tonnes font la navette, en treize jours et demi, de Port-Étienne à Dunkerque, y compris chargement et déchargement (il faut vingt-quatre heures, à Dunkerque, pour décharger un bateau).



À 6.200 km de la Mauritanie, la Laponie participe à l'expansion de la sidérurgie française. À 2.300 km de Dunkerque, le cercle polaire voit se dresser la ville la plus étendue avec 1.300.000 hectares de terrains que domine le plus haut sommet de la Suède, le Kebnekaye, à 2.123 mètres d'altitude, et où nuit, du 31 mai au 14 juillet, le soleil de minuit.

Exploitée de l'intérieur pour l'une des mines, à Luossavaara, de l'intérieur et à ciel ouvert, à Kirunavaara, le minerai, pauvre en phosphore, contient 65 p. 100 de fer et certains concentrés atteignent 70 p. 100. Le filon de minerai de Kirunavaara est très étendu : 3,5 kilomètres sur 100 mètres de large avec une profondeur de 1.700 mètres. Aussi, une production de 10 millions de tonnes de minerai par an n'épuisera le filon qu'au bout de deux cents ans.

Deux ports assurent le dégagement. L'un d'eux aura, en 1965, une capacité de transbordement de 10.000 tonnes de minerai par heure, soit plus de 12 millions par an, et disposera d'une capacité de stockage de 5 millions de tonnes.

Voilà les deux principales sources d'approvisionnement des usines de Dunkerque et de Denain. Cependant, il arrive aussi des tonnages variables du Libéria, du Pérou, du Brésil et d'Amérique du Sud (on sait que les minerais d'Amérique du Sud sont parmi les plus riches du monde).

L'avenir de la région du Nord

L'installation du complexe sidérurgique de Dunkerque est-il le signe d'une expansion économique et industrielle de la région du Nord de la France ?

Pour fixer les idées, il faut souligner que la région du Nord, rapportée à l'ensemble français, représente :

- 23 p. 100 de la superficie totale ;
- 7 p. 100 de la population active ;
- 8 p. 100 de la population totale.

La densité de son réseau de communication, comparée à la moyenne nationale, est :

- pour la route, une demi-fois supérieure (22.000 km) ;
- pour le rail, deux fois supérieure (1.600 km) ;
- pour l'eau, plus de trois fois supérieure (675 km).

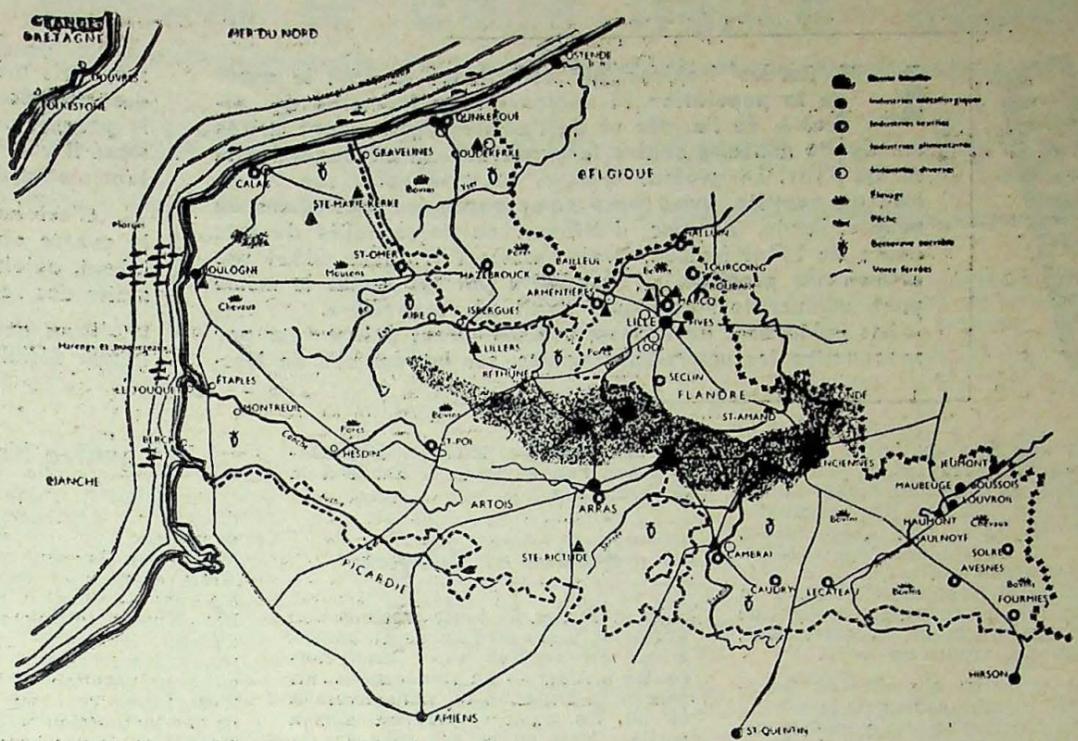
La population régionale est urbanisée dans la proportion de :

- 74,5 p. 100 contre 56 p. 100 pour l'ensemble métropolitain ;
- l'agglomération de Lille-Roubaix-Tourcoing groupe plus de 800.000 habitants.

Le nombre de salariés du secteur secondaire a diminué de 4,4 p. 100 alors que celui du secteur tertiaire (des transports) augmentait de 2,8 p. 100.

Trois groupes importants ont vu diminuer leurs effectifs salariés : textiles, matériaux de construction et combustibles. De même, pour la production et l'industrie des métaux, les industries mécaniques et électriques. On aboutit à un resserrement de 83,8 p. 100 en 1954 à 81,7 p. 100 en 1962.

Dans le sens contraire, les industries du papier et du carton s'accroissent de 40 p. 100 ; les industries du verre de 25 p. 100 ; les industries alimentaires de 8 p. 100. Ces



Une région qui prépare soigneusement son avenir. (Photo Tribune.)

quatre grands groupes d'activités demeurent — pour les promoteurs du IV^e Plan — avec l'agriculture, les pierres angulaires de l'emploi dans la région.

Mais il faut indiquer que, dans le cadre du IV^e Plan, les prévisions d'extraction des Houillères du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais doivent passer de 27.200.000 tonnes en 1962 à 28 millions en 1965. Or, le président du groupe interexécutif des Communautés européennes pour les questions d'énergie a déclaré que leur production se trouverait — d'ici à 1975 — ramenée de 28 à 11 millions de tonnes seulement. Cette mesure aurait des conséquences graves, voire dramatiques, et la Fédération d'ingénieurs de mines a dénoncé ce qu'elle appelle le gaspillage des réserves, et surtout la répercussion des fermetures des mines dites marginales sur le plan social et sur celui des économies régionales. Elle a souligné le danger de l'entrée éventuelle de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, le Royaume-Uni ayant une production charbonnière du même ordre de grandeur que celle de la Communauté et le gros effort d'investissement de l'Etat dans les mines anglaises.

La formation professionnelle problème d'avenir

Le problème de l'enseignement technique est, selon le recteur de l'Académie de Lille, assez préoccupant pour cette région industrielle et qui ne va pas tarder à être submergée par la vague montante de sa jeunesse. Un gros effort de construction a été réalisé, mais ce qui manque, dans des proportions catastrophiques, ce sont les enseignants. Et, pourtant, les prévisions du IV^e Plan sont ambitieuses : augmenter de 100 p. 100 la capacité d'accueil des facultés et de 50 p. 100 celle des établissements d'enseignement secondaire.

Pour le secteur de Dunkerque, par exemple, une étude prospective pour 1970 prévoit une augmentation de la population masculine, âgée de 15 à 65 ans, de 4.300 entre 1960 et 1965 et de 3.400 entre 1965 et 1970, à l'exclusion de l'émigration et surtout de l'immigration. La construction d'un lycée technique de 3.000 élèves est prévue, annexée à un collège d'enseignement technique. Une école professionnelle privée ouvrira ses portes en septembre. Un centre interentreprises de formation professionnelle des adultes fonctionne déjà depuis le début de l'année 1962.

Le logement

Nous concluons cette étude rapide en énumérant simplement les prévisions du IV^e Plan :

- construire 350.000 logements annuels ;
- créer près de 1.000 km d'autoroutes ;

- moderniser des ports ;
- exécuter une véritable politique d'urbanisme pour les grandes villes ;
- assurer un million d'emplois nouveaux dans les secteurs de l'industrie, de l'enseignement, du commerce, etc.

Mais le IV^e Plan est ambitieux et ne tient pas compte de la politique générale décidée par le gouvernement de la V^e République.

La Société d'Équipement du Nord a précisé le coût des seuls équipements publics et collectifs pour la région. Il se monte à un total de 2 milliards 990 millions d'anciens francs, mais, ajouté à l'équipement d'infrastructure, cela représente un coût global de 23 milliards valeur 1961, soit, pour un habitant, une dépense d'environ 1.250.000 d'anciens francs.

On peut douter que puisse se développer, parallèlement, une politique de puissance militaire et un tel plan d'expansion économique et sociale.

Malgré les affirmations péremptoires du gouvernement gaulliste, prétendant que les dépenses militaires sont créatrices de richesses sociales, nous ne pouvons que rester sceptiques.

L'année 1970 devrait être le point culminant de l'expansion pour la région du Nord. Mais le Nord n'est pas toute la France et d'autres régions attendent leur plan d'expansion. Ce n'est certes pas dans le cadre étroit des limites de l'Hexagone que s'inscrira la réalisation du IV^e Plan et de ses successeurs ; ça n'est pas non plus dans les limites territoriales — pourtant plus vastes — d'une petite Europe où la concurrence (on l'a vu rien que pour le charbon, l'agriculture et l'acier) va aboutir à des choix déchirants. L'expansion conçue à l'échelle mondiale n'a pratiquement pas de limites, car elle donne à l'effort de l'homme sa véritable dimension.

Benoist-Bidot.

L'unité syndicale est possible par la représentation démocratique des tendances dans une centrale ouvrière unique.

Bandeau 20 x 50
Prix : 0,06 F pièce. C.C.P. 58-26-65
Payer à la commande :
54, boulevard Garibaldi, Paris

UN KURDE A PARIS

Le colonel TALABANI précise les objectifs des hommes de BARZANI

EXCLUSIF

LES Kurdes irakiens, qui constituent environ le quart de la population (5 millions) mais la moitié des effectifs de l'armée et de l'administration, sont entrés en révolte militaire contre le gouvernement de Bagdad à la fin de 1961. Le général Kassem, qui, peu après son accession au pouvoir, avait paru comprendre les aspirations du peuple kurde, en vue d'affirmer sa personnalité dans le cadre de l'Etat irakien, avait ensuite fait de ce débat une affaire de prestige, et combattu par les armes le même parti démocrate kurde qu'il avait dû reconnaître.

Les vainqueurs de Kassem commencèrent à leur tour par reconnaître les aspirations kurdes, sur les conseils de Nas-

ser, mais pris entre leur doctrine panarabe et l'exigence des réalités locales, ils viennent, semble-t-il, d'opter pour la première. D'où la reprise des combats, après un accord signé il y a trois mois, et reconnaissant le principe de l'autonomie kurde.

C'est au moment où se situe cette nouvelle phase de la guerre civile irakienne qu'arrive à Paris le général Talabani, adjoint du leader kurde Barzani, et chef de la diplomatie des rebelles.

Dans une conversation avec Jean Lacouture, Djelal Talabani définit les objectifs du mouvement kurde.

« On vous dira que je suis communiste, que nous travaillons pour Moscou, nous, du parti démocrate kurde. Non, nous ne sommes pas communistes. Démocrates, oui, progressistes, aussi progressistes que vous voudrez. Mais pas communistes... » Et le colonel Talabani s'est mis à rire, d'un rire sonore de montagnard habitué à respirer largement, à parler haut, à ne se contraindre en rien.

Dans sa petite chambre du Quartier latin, l'ambassadeur de la révolte kurde n'a rien d'un diplomate oriental. Le visage tanné, taillé à coups de serpe, très jeune, est surmonté d'une lourde tignasse noire; sous les gros sourcils, le regard brille hardiment. Voilà bien le type de ces chefs de guerillas comme il en surgit tout autour de la Méditerranée, de Chypre au Djurdjura et du Djebel Druze à Teruel.

Fougueux, rieur, primesautier, il parle de la France — de la gauche française — avec une bouleversante amitié. A l'entendre, on pourrait croire que si l'espoir de la liberté est désormais au cœur des combattants kurdes, c'est à cause de la France... « Eh oui! vous êtes le seul pays au monde où l'on n'ait cessé d'écrire, de parler en faveur du peuple kurde, le seul pays où l'on enseigne notre langue à l'Université... Si vous saviez ce que c'est, pour nous, avec notre

culture humiliée, bafouée, d'apprendre que l'on enseigne le kurde à la Sorbonne! »

Kurdes et Kabyles

Il se refuse à toute assimilation entre les problèmes kurde et kabyle. « Peut-être les Kabyles — j'en ai rencontré à Alger — en viendront-ils un jour à la situation où nous sommes, si on les traite comme on nous a traités. Mais en ce qui concerne la prise de conscience de notre existence comme entité historique et politique à part, nous avons probablement deux siècles d'avance sur eux. Ceux que j'ai rencontrés, en tout cas, n'exprimaient aucunement ce besoin d'autonomie, d'affirmation collective, de reconnaissance de leurs droits, qui ont provoqué notre révolution. »

Et le colonel Talabani souligne aussi le rôle qu'a joué la permanence de la culture kurde, de la langue kurde, dans le maintien de cette personnalité nationale. « Il y a deux siècles, on écrivait notre langue avec son alphabet. Il s'est perdu. Nous pouvons désormais la transcrire en arabe, en romain, ou même en cyrillique, comme ils le font en U.R.S.S. Le mieux, c'est en caractères romains, comme le turc. »

Les quatre Kurdistans

Pour Djelal Talabani, la révolte dont il est actuellement l'ambassadeur, sous le commandement de Moustapha Barzani, ne concerne que l'Irak, et non les trois autres Kurdistans — iranien, ture et syrien. Les Kurdes d'Irak ne tentent pas d'élargir leur mouvement aux zones sœurs des trois autres pays, où aucune préparation à l'action directe n'est faite. Tout au plus espèrent-ils que la pression qu'ils exercent, les réalités qu'ils expriment peuvent faire évoluer la situation de leurs compatriotes dans les trois autres pays.

Compatriotes? Au fond, la révolte d'Irak ne tend-elle pas tout simplement à être la première étape du regroupement de tous les Kurdes dans le grand Kurdistan rassemblant ceux d'Irak, d'Iran, de Turquie et de Syrie, voire du canton d'Union soviétique? « Non, répond Djelal Talabani, notre objectif est en Irak, seulement en Irak. Nous voulons y vivre libres, égaux, respectés, reconnus. Nous voulons être les frères et les compagnons des Arabes d'Irak ou d'ailleurs, non des citoyens de seconde zone. Voilà notre objectif, et c'est pourquoi nous avons été compris et soutenus par le président Nasser. S'il avait vu en nous les artisans d'une sécession par rapport au monde arabe, il nous aurait combattus. De même, M. Ben Bella, qui a très bien compris nos objectifs quand je les lui ai exposés à Alger. »

Croatie et Kerala

Que veulent-ils, alors, les hommes de Barzani? Se contenteraient-ils d'une représentation ministérielle, en tant que tels, dans le gouvernement

Arej-Saadi? « Ils nous ont proposés, lorsqu'ils sont venus négocier dans notre zone, de faire partie du gouvernement démocratique irakien : nous leur avons simplement répondu que leur gouvernement n'était pas démocratique. » Et le colonel rit à gorge déployée de ce qui est pour lui à la fois une bonne plaisanterie, et une très sérieuse vérité. « Mais nous voulons être représentés dans un gouvernement démocratique de Bagdad, au titre du pays kurde, lequel aurait lui-même son propre gouvernement. En somme, ce que nous voulons, c'est le statut des Etats fédérés en Yougoslavie ou en Inde, celui des Croates ou du Kerala. Cela, un homme comme Nasser l'a très bien compris, et cela n'a pas été inutile que nous citions devant lui l'exemple donné par ses amis Tito et Nehru. »

Fraternité avec les Arabes

Que font à Paris et en Europe, ces combattants? Djelal Talabani riposte : « Nous avons voulu longtemps rester strictement entre Irakiens, ne pas faire intervenir l'étranger. Mais après les nouvelles preuves de mauvaise foi donnée à Bagdad par le gouvernement à direction baassiste, il nous faut bien en venir à demander l'aide étrangère, en armes, en argent, en intervention diplomatique, en amitié aussi. Voilà pourquoi nous sommes à Paris et visiterons d'autres capitales européennes. Mais notre espoir n'est pas la sécession. Notre espoir, c'est la fraternité arabo-kurde. Aidez-nous. Les libertés et le progrès en Irak s'en porteront mieux, et nous, nous serons des hommes respectés. »

(Recueilli par Jean Lacouture)

2 splendides volumes de VICTOR HUGO

ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES
ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES

à des conditions exceptionnelles

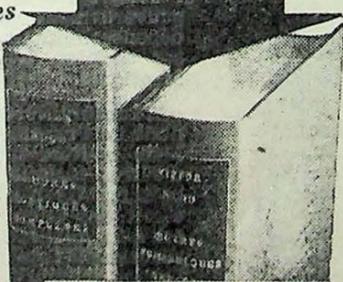
L'Œuvre de Victor Hugo domine toute l'histoire littéraire, et par son rayonnement, l'histoire tout court.

Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à réunir en un seul magnifique volume les ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES de Victor Hugo, dispersées dans plus de vingt recueils, la plupart introuvables.

Le triomphe, à la Foire du livre de Francfort, de ce chef d'œuvre de l'édition européenne a déterminé l'éditeur à publier, également en un seul volume, tous les romans de Victor Hugo : LES MISÉRABLES, NOTRE DAME DE PARIS, QUATRE VINGT TREIZE, etc..., complétés par certains textes inconnus.

Chaque volume relié pleine toile 21x27, 1600 à 1800 p. sur beau papier, tranche supérieure dorée, illustré de documents d'époque ou de dessins de Victor Hugo, est en vente séparément à notre Service Littéraire "Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle - Paris 7^e".

Hâtez-vous de profiter de cette offre car le tirage des ŒUVRES POÉTIQUES est en voie d'épuisement, et le prix des ŒUVRES ROMANESQUES est susceptible d'être prochainement révisé.



L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE

Magnifique volume (COMBAT)...
la dernière merveille (L'EXPRESS)...
inépuisable recueil (FIGARO)... l'événement littéraire de l'année (ARTS)...
un admirable livre qui fait honneur à l'édition française (L'INFORMATION)...
la Grande Encyclopédie du lyrisme français (LIBÉRATION)... une extraordinaire édition (JOURS DE FRANCE)...

CONDITIONS DE FAVEUR

(FRANCE MÉTROPOLITAINE)

1°) Chaque volume (vendu séparément) : 13 f 50 par mois (10 versements) 42 f par mois (3 versements) 120 f comptant.

2°) les 2 volumes commandés ensemble : 26 f par mois (10 versements) 80 f par mois (3 versements) 228 f comptant.

Livraison immédiate à domicile

Transport, emballages gratuits

Faculté de retour

BON à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris 7^e.

Veuillez m'adresser les 2 volumes de Victor Hugo 1 seul volume : Les Œuvres

en 3 mensualités en 10 mensualités. Je choisis de régler comptant

Veuillez trouver ci-joint le montant de ma commande, de la première mensualité soit _____ frs en un chèque chèque postal joint s

(Librairie Pilote - C.C.P. 13.995-31) mandat Veuillez m'adresser votre envoi contre remboursement de la totalité de ma commande de la 1^{re} mensualité.

Il est bien entendu que je garde la faculté de renvoyer dans les 48 heures le colis dans son emballage d'origine et qu'en ce cas, je serai immédiatement et intégralement remboursé.

Nom _____ Profession _____

Adresse _____ Signature _____

n° de C.C.P. ou bancaire _____

Cinq cents jeunes écoutent le castrisme

Vendredi 14 juin, 21 heures. — Au 44, rue de Rennes, au-dessus de la salle où sont exposées les belles photos de la révolution cubaine, dont TS a parlé dans son numéro précédent, cinq cents personnes, presque tous des moins de trente ans, assis dans les rangées, sur les bas-côtés, groupés autour de la tribune, à trois mètres de l'orateur, écoutent parler de la révolution d'Amérique latine.

Calmement, d'une voix cassée par la grippe, Jean-Paul Sartre décrit l'état du Venezuela et de Cuba dans les années antérieures à la révolution : une économie tout entière soumise aux intérêts yankees, au bon vouloir des U.S.A., une caste de grands propriétaires régnant par la menace sur des paysans endettés et des ouvriers agricoles chômeurs huit mois par an; la vraie base, la seule, du pouvoir : l'armée. En face, une petite bourgeoisie très peu nombreuse, un prolétariat urbain fermement maintenu dans l'aire des villes-casernes.

Partant de là, la voie cubaine est tracée. Après l'échec de l'attaque d'une caserne dans la ville de Santiago, le castrisme forge sa pratique et sa doctrine mêlées dans une expérience intelligente : pour briser l'Etat, briser l'armée. Pour la briser, la faire monter dans les sierras. Pouvoir vivre dans les montagnes et les

campagnes avec l'appui des paysans en appliquant la réforme agraire sur les parcelles de territoire libéré. Sartre évoque successivement les traits originaux de la révolution de type castriste : l'interaction révolutionnaire paysan-partisan; l'aspect proprement national du socialisme, qui apparaît comme une condition nécessaire de l'indépendance vis-à-vis des Yankees, et du développement complet et harmonieux de ces pays; l'importance de l'indépendance formelle de ces demi-colonies qui interdit à l'impérialisme une intervention contre-révolutionnaire comme celle de la France en Algérie, et les limites de cette indépendance que seule préserve de l'invasion la solidarité des peuples d'Amérique latine et la présence dont les U.S.A. font preuve pour « liquider l'abcès cubain », par crainte de la révolution généralisée et de la tension mondiale.

Après un exposé, dense et clair à la fois, nourri de chiffres et de rappels historiques, vivement applaudi par un public très attentif, la salle du premier se vide au profit du rez-de-chaussée où quelques-uns traînent encore assez tard, entre de grandes photos des maquis et des planches sur la réforme agraire et l'alphabétisation, comme devant un reportage vivant, l'illustration chronologique de l'exposé précédent.

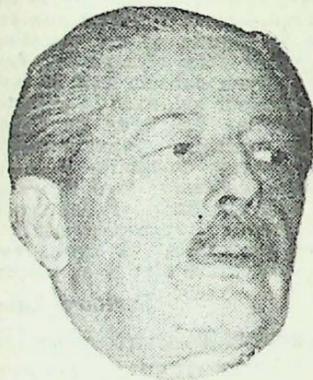
En survolant le Monde

« Une Keeler d'après ce que nous en savons... »

Ça ressemble à un roman de Zola ou de Zévaco, on y trouve le croustillant, le comique, le politique. Ça a un petit air 1850, et pourtant, le décor est planté en 1963 à Londres, on l'appelle le scandale Profumo. Les détails, qui ne les connaît ?

Un ministre de la Guerre photographié à son insu par ses services secrets, sortant de chez une demi-mondaine qui roule en Rolls. Un beau diplomate soviétique entrant chez la même. Des rumeurs promptement démenties à la tribune de la Chambre par le ministre ci-dessus mentionné, Mr. Macmillan serrant la main de Mr. Profumo après son énergique dénégation, un journal italien condamné pour diffamation, « Paris-Match » s'excusant d'avoir donné des détails faux et sordides sur l'affaire. Un calme revenant lentement, et soudain, coup de tonnerre, grâce à un médecin qui se piquait de réconcilier le monde et le demi-monde, la démission, le scandale.

Pour le 10^e anniversaire de sa montée sur le trône, la reine Elizabeth se voyait offrir par ses fidèles partisans un cadeau qui, dit-on, a tout l'air d'une bombe à retardement. Les institutions, la couronne même, s'effondraient déjà dans l'esprit de



Macmillan : une attitude indolente et nonchalante.

certains pessimistes. Les tirages des quotidiens, eux, augmentent prodigieusement, 250.000 pour le « News of the World » qui publie les Mémoires de l'héroïne

En fait, et quand on y regarde de plus près, l'affaire n'est pas si grave. Mr. Macmillan fera les frais de l'opération, la chose est certaine, depuis la séance de lundi soir à la Chambre, le Vieux Mac plaçant coupable mais jouant sur la corde sensible, a recueilli toute la sympathie de ses collègues, mais la sympathie en politique est plutôt un désavantage, et la baisse sensible de sa majorité a convaincu le leader que s'il n'était pas battu, le vote indiquait qu'il avait à démissionner le plus tôt possible.

En fait, la popularité de Macmillan était en baisse depuis longtemps. Face à son jeune rival travailliste Wilson, il ne semblait plus faire le poids. Le régime conservateur aura été celui du déclin dans l'honneur, l'influence de la Grande-Bretagne s'est amoindrie après Suez, en 1956, après la conférence des Commonwealth en 1962, qui consacrait l'effacement du leadership britannique.

Macmillan, malgré son goût pour la supériorité anglaise, a dû s'aligner et demander l'entrée dans le Marché commun. Cela lui a été fatal, on n'aime pas les héros malheureux en Angleterre, la politique raisonnable demandant un bon émissaire.

L'affaire Profumo permettra à l'Angleterre, en changeant de chef, de changer de conscience. Il se peut que Mr. Harold Wilson profite, et pour longtemps, de l'effondrement de la classe grande bourgeoise.

Michel Joch.

En ratifiant le traité franco-allemand la majorité gaulliste isole la France

Le débat qui s'est institué devant l'Assemblée nationale, les 13 et 14 juin, sur le projet de ratification du traité de coopération franco-allemand, aura marqué, dans la politique française, autant que celui d'août 1954 lorsque fut rejeté le projet de C.E.D.

C'est que, depuis longtemps, nul n'avait pu discuter — dans ce qui reste de Parlement français et de représentation nationale — de la politique étrangère du gouvernement, politique uniquement conçue et imposée par le général de Gaulle. L'occasion était bonne de jauger — au niveau parlementaire — de l'importance de l'opposition. En fait, le gouvernement Pompidou ne risquait rien dans cette Assemblée où ne se trouveraient, pour s'affirmer contre la politique gaulliste, que 107 députés sur 474. Sur la proposition d'ajournement — seul moyen de diversion laissé à l'opposition par le règlement de l'Assemblée — il y eut 183 voix contre 277.

Mais cela, ce fut de la procédure.

Le problème — posé au fond — a été abordé avec une réelle gravité. En effet, cette discussion arrive au lendemain d'une série d'échecs qui ont mis en péril la construction européenne : projet de communauté politique, adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté Economique Européenne, abstention belge et hollandaise à l'aide aux pays d'Afrique, etc. Tous ces faits ont été provoqués par les positions prises par les représentants de la France et surtout par les déclarations péremptoires du président de la République française.

Le traité franco-allemand, premier acte important entre ces deux pays depuis la fin du conflit hitlérien, devait donc inquiéter les opinions publiques respectives, en ce qu'il impose un style dans les rapports entre les Etats d'Europe, et singulièrement entre les deux plus importants. Dans le fond, sans vouloir faire un procès d'intention, il faut cependant convenir que la démarche gaulliste de la construction européenne et le cheminement des européens intégrationnistes sont assez dissemblables.

Comment ne pas être frappé par la constance d'attitude des U.N.R. d'aujourd'hui applaudissant à une alliance franco-allemande — premier maillon, disent-ils, d'une Europe des Etats — et des R.P.F. de 1951 — ils étaient 116 — votant, sur les ordres du même général de Gaulle, contre le traité de Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. Ces deux attitudes sont conformes de la même politique : celle du nationalisme.

Bien sûr, les tenants de ce nationalisme recouvrent leur comportement des mêmes mots qui vont au cœur d'une opinion publique abusée : la réconciliation définitive entre la France et l'Allemagne. Mais pour les gaullistes, ce traité franco-allemand constitue la base de cette politique dont l'expression militaire a été rappelée opportunément par Guy Mollet à la tribune, lors du débat ; le secrétaire général de la S.F.I.O. cita les paroles prononcées par le général

de Gaulle lors d'un de ses récents voyages en Allemagne :

« Sur le plan national ou international, ni Français ni Allemands n'ont jamais réalisé de grands desseins sans que, chez les uns et les autres, des faits militaires n'aient été décisifs. »

Ainsi s'éclaire le véritable sens de la politique gaulliste :

Qu'elle soit européenne, pourquoi en douter, mais elle s'appuie essentiellement sur une alliance préférentielle — entre Bonn et Paris — dont l'un des objectifs importants est le renforcement du potentiel militaire de ces deux pays. Soit, par nécessité, la renaissance du militarisme germanique.

Qu'elle soit intégrationniste, la politique gaulliste l'est dans la mesure où celle-ci se cantonnera au niveau des gouvernements.

Qu'elle soit pour l'Europe politique, la politique gaulliste l'est, certes, mais à condition que cette Europe s'organise autour de la politique du général de Gaulle. Christian de la Malène l'a affirmé : « Le traité est un point de départ. Il nous indique le vrai chemin de l'Europe politique. »

Malheureusement, nos partenaires européens, par leurs réserves, ont affirmé qu'ils n'entendaient pas être confinés dans le sillage gaulliste. Même le cosignataire du traité a cru devoir confirmer que sa vocation atlantique n'était point entamée par son rapprochement avec la France.

Ainsi les choses sont claires. Il y a vraiment deux conceptions de faire l'Europe. Celle des gaullistes qui nient la valeur immédiate de la solidarité économique et des mécanismes institutionnels. L'Europe de demain passe,

pour eux, par les blocs militaires et la folle, inutile et coûteuse recherche de la puissance atomique. Les gaullistes ne veulent recevoir de leçons de personne ; la solidarité atlantique n'existera que lorsque sera réalisée l'Europe cuirassée.

L'autre conception est celle des démocrates qui veulent l'édification d'une communauté démocratique des peuples d'Europe, fondée sur les transferts de souveraineté — limités et progressifs — à des institutions communautaires.

Malheureusement, sur les démocrates européens, plane encore l'ombre du général de Gaulle. C'est ce qui explique que ceux-ci se sont divisés devant le bloc U.N.R.

Quoi qu'il en soit, le résultat était prévu. Tant que la politique française sera dominée par la personnalité du général de Gaulle, il faut bien admettre que la confusion des esprits servira les desseins nationalistes du gaullisme.

Telles sont les impressions retirées du débat de l'Assemblée nationale. Que le Sénat — où la majorité est différente — reprenne la discussion ne changera rien, puisque c'est la Chambre des députés qui aura le dernier mot.

Quant à l'avenir, il est très incertain. Pour s'en convaincre, nous citerons le journal allemand, la *Deutsche Zeitung*, qui commentait, seul journal ouest-allemand, l'adoption par la France du traité de coopération franco-allemand. A propos de l'invitation par notre ministre des Affaires étrangères à l'Italie, les Pays-Bas, le Luxembourg et la Belgique de suivre l'exemple de la France et de l'Allemagne (de l'Ouest), le journal allemand écrit :

« Mais cette invitation restera sans réponse. La façon dont la réconciliation entre la France et l'Allemagne s'est faite a provoqué la méfiance de nos partenaires européens. L'amitié entre la France et l'Allemagne si souvent prônée, a semblé-t-il, perdu de sa valeur, d'un jour à l'autre... »

Déjà, le ministre des Armées, accompagné de deux généraux français, rencontrera, du 19 au 21 juin, le ministre fédéral de la Défense. On parlera peut-être du malheureux projet de char unique franco-allemand, repoussé par Bonn, mais aussi de l'étroite collaboration entre les fabrications d'armement. Demain, ce sera de la force atomique européenne qu'il sera question entre la France et une armée allemande nostalgique de sa puissance déchu.

Si le traité franco-allemand est la première pierre sur le chemin de l'Europe, les démocrates français doivent prendre conscience que le gaullisme est, aujourd'hui, le principal obstacle à une Europe pacifique.

B.-A. Benoist.

Jean-Claude Paupert == 150 harkis au moins

A la Conférence européenne d'aide non gouvernementale, qui vient de se tenir à Alger, on n'aura pas parlé seulement technique.

Ben Bella a dit devant les délégués — mais à l'intention du gouvernement français — qu'il est prêt à libérer les douze cents harkis qu'il détient contre la liberté des huit Français encore emprisonnés pour aide au F.L.N. « Mais, a-t-il ajouté, je ne libérerai pas un seul de ces harkis et pas un seul des Français arrêtés ici pour des raisons politiques si l'on ne fait pas sortir les huit Français qui nous ont aidés. »

Malgré les efforts persévérants de militants attentifs à saisir la moindre possibilité de créer un mouvement d'opinion en faveur de ces « oubliés », de Gaulle a pu, jusqu'ici, affecter de ne pas s'occuper « des poubelles », comme il dit.

Fourra-t-il continuer maintenant devant une opinion avertie que du sort de ces huit Français anticolonialistes dépend non seulement celui de douze cents harkis mais aussi celui d'autres Français qui, eux, étaient du côté de l'homme du 13 mai ?

Mais que nos camarades ne ralentissent pas pour autant leur action pour la libération des emprisonnés et le retour des exilés. Il faut, au contraire, faire connaître au maximum cette offre que le président algérien a présentée lui-même, sans gêne, comme un « chantage ».

Albert Reux.

L'unité des mineurs a fait leur force, l'unité syndicale fera notre force à tous.

Bandeaun 20 x 50
Prix : 0,06 F pièce. C.C.P. 58-26-65

Payer à la commande :
54, boulevard Garibaldi, Paris

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche. (Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 8, rue Jenner, Paris (9^e).

Une formule d'enquête : celle des jeunes de Vitry-le-François

Des camarades ont entrepris à Vitry-le-François, en collaboration avec des militants de la F.E.N., du S.N.I., du S.N.E.S., de la C.G.T., des parents d'élèves (fédération Cornec) une enquête. Cette enquête devait, dans leur esprit, donner des indications sur les goûts, les aspirations des jeunes. Elle devait aussi en rapport avec un projet de construction de maison de jeunes permettre d'évaluer l'intérêt qu'ils pouvaient manifester à cet égard et leur souci d'y prendre des responsabilités.

Les enquêtes de ce type n'apportent trop souvent qu'une confirmation des idées qu'on souhaiterait en voir naître, au moins, par la manière dont les questions sont posées. Les camarades de Vitry-le-François ont essayé de ne rien omettre ce qui évidemment présente l'inconvénient d'une longue nomenclature. Ils se sont cantonnés surtout aux différents aspects que prenaient les loisirs en écartant toute relation avec le rôle que les préoccupations sexuelles jouent dans le choix des activités de loisirs.

A plusieurs reprises des militants de province nous ont réclamé un schéma d'enquête. Sans pour autant considérer celui-ci comme idéal nous le publions à titre indicatif.

Les groupements locaux s'intéressant déjà à la jeunesse vous proposent ce Questionnaire anonyme auquel il vous demandent de répondre le plus sincèrement possible. Ils attirent votre attention sur le fait que votre réponse doit permettre de poser clairement le problème des jeunes à Vitry-le-François, c'est-à-dire votre problème.

1) Age, sexe, profession..., nombre de frères et sœurs.

2) Quartier habité, nombre de pièces dans le logement, salle d'eau installée.

3) Possédez-vous la radio ? programme préféré ? variétés, chansons, théâtre, information.

Avez-vous un tourne-disques ? disques préférés ? chansons, musique classique, musette, jazz, rock, twist.

Possédez-vous la télévision ? si vous regardez la T.V., quel programme préférez-vous ? films, théâtre, sports, actualités, émissions éducatives.

4) Lisez-vous un journal de jeunes ? si oui, lequel ?

Faites-vous partie d'un club de lecture, bibliothèque ? Combien lisez-vous de livres par an ? moins de dix ? une dizaine ? une vingtaine ? plus de vingt ?

5) Allez-vous au cinéma ? une fois par mois ? une fois par semaine ? davantage ?

Que demandez-vous à un film ? de l'émotion ? de la bagarre ? du sentiment ?

Pourquoi allez-vous au cinéma ? par habitude ? par plaisir ? pour vous instruire ? pour y retrouver vos acteurs préférés ? lesquels ?

6) Allez-vous au théâtre ? si oui, quelles sont vos pièces préférées ?

7) Faites-vous du théâtre ? si oui, avec quelle société ? sinon, aimeriez-vous en faire ?

8) Assistez-vous à des conférences ? si oui, lesquelles ? A quel genre de conférences aimeriez-vous pouvoir assister ?

9) Vous intéressez-vous aux problèmes posés par l'action politique ? par l'action syndicale ?

10) Pratiquez-vous une religion ?

11) Allez-vous au bal ? jamais ? parfois ? tous les samedis ? Pourquoi allez-vous au bal ? pour la danse ? pour l'ambiance ? pour d'autres raisons ?

12) Fréquentez-vous les cafés ? si oui, pourquoi ? pour l'ambiance ? pour y retrouver des amis ? pour des appareils à sous ? pour y jouer aux cartes ? pour y jouer au P.M.U. ? parce que c'est à la mode ? pour y consommer ?

13) De quel moyen de transport disposez-vous ? automobile ? motocyclette ? vélomoteur ? bicyclette ?

14) Etes-vous membre d'une société de jeunes ? si oui, laquelle ?

15) Pratiquez-vous un sport ? si oui, lequel (ou lesquels) ? sinon, est-ce par manque d'intérêt ? est-ce par manque d'installations ?

Etes-vous membre d'une société sportive ? si oui, laquelle ? A votre avis, les installations de cette société sont-elles suffisantes ?

16) (Pour les jeunes gens), suivez-vous les cours de préparation militaire ?

17) Allez-vous en vacances ? si oui, où ? y allez-vous en groupe organisé ? en famille ? avec des copains ? seul ?

18) Etes-vous satisfaits de vos loisirs à Vitry ? selon vous, que manque-t-il ? Dans les loisirs déjà existants, quels sont ceux qui vous plaisent le plus ?

19) Quelle est selon vous la qualité la plus importante et que vous souhaiteriez trouver chez tous les hommes ? amitié ? bonté ? force ? gentillesse ? intelligence ? justice ? loyauté ? ou une autre qualité ?

20) Etes-vous pour la création d'une Maison des Jeunes ? Fréquenteriez-vous une Maison des Jeunes que vous aimeriez ? Aimeriez-vous y prendre des responsabilités ? Pensez-vous devoir y être « épaulé » par des adultes ? Quelles activités aimeriez-vous y trouver ? salle de jeu ? théâtre ? salle de danse ? bibliothèque ? tourne-disques ? camping ? excursions ? photographie ? philatélie ? céramique ? ou d'autres activités ?

21) Avons-nous oublié d'autres questions ? Lesquelles ?

MAURICE HERZOG rentre dans le gouvernement

APRES qu'il ait été élu député « apolitique » du Rhône — les choses se sont depuis précisées et l'étiquette « apolitique » a laissé place à la raison sociale de mise, U.N.R. — M. Maurice Herzog qui avait fait miroiter la possibilité de la candidature de Lyon aux Jeux Olympiques fut chargé d'une mission temporaire.

C'est-à-dire qu'il pouvait, tout en assurant ses fonctions de haut commissaire à la Jeunesse et aux Sports, conserver son mandat de député.

Un décret paru au « Journal officiel » du 12 juin, nous apprend que M. Herzog opte pour son poste de la rue de Châteaudun. Mais il nous apprend aussi qu'à la faveur de ce choix le haut commissaire devient secrétaire d'Etat. Donc que le haut commissariat se mue en secrétariat d'Etat.

Cette transformation peut paraître anodine. Elle l'est en ce sens qu'elle ne changera rien d'essentiel à la

structure interne des services de l'ex-haut commissariat.

Elle l'est moins si l'on a en mémoire que le secrétaire d'Etat siègera au gouvernement. Donc que la liaison que le G.E.R.O.J.E.P. redoutait autrefois, avec la « politique », que cette liaison s'opérera naturellement désormais. On notera que les partisans d'un élargissement des attributions du haut commissariat insistent sur la nécessité d'un budget autonome, donc la création d'un ministère indépendant.

A cet égard le secrétariat d'Etat constitue une « solution » momentanée, point satisfaisante. Si l'on en juge par la totale indifférence dans laquelle cette modification a laissé les organisations de jeunesse il y a lieu de penser que la phase suivante viendra vite. Dès lors la jeunesse et les sports trouveront les budgets qu'ils méritent. Et les « nouvelles structures d'accueil » — je crois que c'est ainsi que cela se dit — que la politique gaulliste leur destine.

LA GRÈVE DES PROFESSEURS

ON s'« amusera » à rapprocher cette nouvelle — comme on s'est « amusé » après que le soldat Zarudianski fut incarcéré, d'appréhender que le général auquel il refusait de présenter les armes venait de recevoir sa quatrième étoile — on s'amusera donc de la grève déclenchée vendredi dernier par les syndicats nationaux de professeurs d'éducation physique de l'enseignement public avec l'appui de la F.E.N., de l'U.N.E.F. Ce mouvement venait protester contre le vote d'un budget ignorant délibérément leurs revendications.

Pour montrer sans doute qu'ils ne perdaient pas tout espoir de les voir un jour prises en considération, les professeurs demandèrent, le vote, cette année, d'une loi-programme d'équipement sportif accordant pour les cinq années à venir au moins 500 millions de francs d'autorisation de programme, l'inscription de 50 millions au collectif budgétaire de 1963, un plan décennal de recrutement afin de pouvoir rassembler quinze mille enseignants dans les dix ans, une refonte des horaires. Seront-ils entendus par le nouveau secrétaire d'Etat ? Il est possible qu'ils le soient en partie.

L'effort financier de la V^e République, quoique disproportionné aux besoins, est réel en ces domaines. Mais il ne signifie pas grand-chose ou plutôt si, il signifie beaucoup s'il doit s'accompagner d'opérations telles que celle du démantèlement de l'O.S.S.U. qui visent finalement à une totale prise en main du sport.

Dans le même temps où la carence de l'équipement apparaît aux yeux de tout le monde, il est question des prochains Jeux olympiques. Leur tenue à Lyon consacrerait la politique de grandeur qui, avec la grande foire de prestige des Jeux de l'Amitié à Dakar, avait déjà trouvé à s'exprimer. Les sommes colossales investies au Sénégal, celles qui sont prévues pour le Fonds qui financera les rencontres des jeunes franco-allemands, celles qu'on engloutirait à Lyon, voilà de quoi construire stades et piscines.

Bernard Lomon.

ECHOS DES ENTREPRISES

C.E.N.-Saclay

Notre administration, toujours soucieuse du tape-à-l'œil, fait peindre de belles bandes jaunes sur la chaussée du centre, et fait faire de belles pelouses, et même elle fait réparer les diverses voies.

Mais quand notre administration s'occupera-t-elle de ce qui se voit moins pour les visiteurs et plus pour nous ? Par exemple de la qualité de la « mangeaille » quotidienne, ou de nos salaires.

(de « L'Étincelle » publiée par un groupe de militants du C.E.N.-Saclay).

On demande un berger

Avant le service militaire, un jeune berger passe des tests et révèle une intelligence hors ligne. Il va pouvoir entreprendre des études.

Dans le coup, il manque un berger en France.

Infligeons donc les mêmes tests à tout l'état-major. C'est bien le diable si, dans le tas on ne trouve pas quelques généraux justes bons à garder les vaches.

(de « L'Étincelle » des Chantiers de Normandie-Rouen).

Un ami de la France gaulliste

Voilà un ami de la France gaulliste. En visite aux U.S.A., le sultan du Maroc a acheté cinq Cadillac, cinq Chrysler Impérial et quelques autres modèles, tandis que son frère commandait un yacht puis, sous l'œil émerveillé des vendeuses, il a commandé 5.000 pièces de lingerie et draps.

« Le Monde », 7-8 avril 1963). Le sultan du Maroc aurait pu penser à ses sujets obligés de s'expatrier et qui sont durement exploités par les négriers des Houillères.

(de « L'Étincelle » des mineurs de Guesnain).

TRIBUNE SOCIALISTE

fait profiter ses lecteurs amis des beaux livres d'une affaire exceptionnelle

en leur offrant pour **29,50 F** au lieu de **75 F**

l'ouvrage désormais classique de Léon Moussinac **LE THÉÂTRE DES ORIGINES A NOS JOURS** dans sa magnifique édition reliée toile, sous emboîtement, illustrée de 438 documents en noir et 15 p. couleurs.

On sait quelle autorité Moussinac représente en matière de Théâtre et de Cinéma. Son ouvrage, qui retrace l'évolution de l'Art Dramatique sous toutes ses formes (drame, comédie, ballet, opéra) et dans tous les pays, est un livre de fond pour toutes les bibliothèques, tant par la solidité de l'information, que par la prodigieuse richesse de l'illustration.

Une chance exceptionnelle nous

BON à adresser à LA LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris-7^e.

Veuillez m'adresser, recommandé, LE THÉÂTRE de Léon Moussinac que je règle ci-joint 33,20 F (29,50 + port 3,70 F) en un mandat chèque chèque postal (inclus) au compte Librairie Pilote CCP Paris n° 13905.31. Il est bien entendu que je garde la faculté de retourner l'ouvrage dans les 48 heures, et qu'en ce cas je serai immédiatement remboursé.

permet d'offrir un petit nombre d'exemplaires neufs, au prix dérisoire de 29,50 F (plus 3,70 F pour envoi recommandé) de cet ouvrage, naguère vendu 75 F en librairie. Nous serons heureux d'en faire profiter, avec faculté de retour, les premiers lecteurs qui répondront à cette annonce en envoyant le bon ci-dessous à notre Service Littéraire Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle Paris-7^e.

Nom..... TS
Profession.....
Adresse.....

Bons de Soutien

Encore quelques jours pour réclamer les lots

De nombreux lots ne nous ont pas encore été réclamés. Nous vous rappelons que la date limite (notée au dos des billets) est le 30 juin. ENVOYEZ DES AUJOURD'HUI LES BILLETS GAGNANTS.

Voiture Renault R-4 : n° 08741 ;
Combiné stéréophonique : n° 12242 ;
Réfrigérateur : n° 64742 ;
Caméra : n° 55419 ;
Bateau pneumatique : n° 16450 ;
Magnétophone : n° 27747 ;
Tente familiale : n° 16450 ;
Poste transistor : n° 25621 ;
Appareil photo : n° 12304 ;

Les numéros 00894, 01894, 02894, 03894, 04894, 05894, 06894, 07894, 08894, 09894 ont droit à un rasoir Remington.

Les numéros 10894, 11894, 12894, 13894, 14894, 15894, 16894, 17894, 18894, 19894 ont droit à un coffret Kodak.

Les numéros 20894, 21894, 22894, 23894, 24894, 25894, 26894, 27894, 28894, 29894 ont droit à un album de disques.

Les numéros 30894, 31894, 32894, 33894, 34894, 35894, 36894, 37894, 38894, 39894 ont droit à un sac à dos.

Les numéros 40894, 41894, 42894, 43894, 44894, 45894, 46894, 47894, 48894, 49894 ont droit à un livre d'art.

Les numéros 50894, 51894, 52894, 53894, 54894, 55894, 56894, 57894, 58894, 59894 ont droit à un lit de camp.

Les numéros 60894, 61894, 62894, 63894, 64894, 65894, 66894, 67894, 68894, 69894 ont droit à un ballon de football.

Les numéros 70894, 71894, 72894, 73894, 74894, 75894, 76894, 77894, 78894, 79894 ont droit à un duvet.

Les numéros 80894, 81894, 82894, 83894, 84894, 85894, 86894, 87894, 88894, 89894 ont droit à un matelas pneumatique.

Les numéros 90894, 91894, 92894, 93894, 94894, 95894, 96894, 97894, 98894, 99894 ont droit à un foulard.

Tous les bons de soutien se terminant par 27 ont droit, au choix :
— soit à un disque 45 tours,
— soit à un livre.

Prière d'insérer

Bazar de l'Hôtel de Ville

Dans la « Tribune Socialiste » du 6 avril, n° 143, page 7, 1^{re} colonne, avant-dernier paragraphe, vous indiquez que le Bazar de l'Hôtel de Ville, aurait alloué 5.000 F de primes aux non grévistes.

Il y a eu, au Bazar de l'Hôtel de Ville, une grève d'une heure le 2 mars 1963, suivie par 180 employés sur un effectif de 3.000 (chiffre contrôlé par le pointage aux portes). La prime de 50 F à laquelle vous faites allusion a été accordée le 9 mars à tout le personnel (y compris les 180 « grévistes » du 2 mars), pour marquer le succès commercial de notre ouverture du soir, qui avait eu lieu pour la première fois le mercredi 6 mars.

Je ne mets pas en doute la bonne foi de M. Depierre, mais puisqu'il a été mal informé, nous comptons sur vous pour publier notre rectification.

Dont acte.

ELECTION CANTONALE DE CLERMONT-EST du dimanche 23 juin 1963

La Fédération du Puy-de-Dôme présente aux suffrages des électeurs et électrices du canton de Clermont-Est la candidature de la camarade Germaine Tachon.

Germaine Tachon, qui est âgée de trente-neuf ans, a travaillé durant dix-neuf ans comme ouvrière en confection aux établissements Conchon-Quinette, où elle a mené l'action syndicale. Aujourd'hui, elle est travailleuse familiale. Elle saura, au Conseil général, défendre les intérêts des foyers ouvriers de Montferand dont elle connaît et partage les difficultés.

S. O. S.

Un de nos camarades, mineur, qui s'est, avec sa femme, trésorière de section, dépensé sans compter pour le succès de la grève, vient de tomber gravement malade. Il ne pourra travailler avant au moins un an et ne pourra jamais reprendre son métier.

Leurs quatre enfants, de 18 à 12 ans, suivent leurs études. Des camarades prendront ceux-ci en vacances cet été, mais tout restera à faire ensuite.

Il faut que ces militants exemplaires, qui ont porté très haut le nom du Parti dans le combat, puissent, avec l'aide de tout le Parti, gagner cette dure et longue bataille contre la maladie et la misère qui va être la leur.

A tous, militants et sympathisants, nous disons d'avance merci.

La Commission nationale de Solidarité.

Adresser les dons à Louis Houdeville, 47, avenue Hoche, Montreuil, C.C.P. Paris 15-536-77.

Prenez des contacts

Nos lecteurs qui, à l'occasion des vacances, se déplaceront en France ou à l'étranger feront un grand plaisir aux amis des pays qu'ils traverseront ou dans lesquels ils séjourneront en entrant en contact avec eux. Qu'ils n'hésitent pas à écrire au secrétariat du P.S.U., 8, rue Henner, pour nous demander des adresses utiles.

Merci d'avance.

Ciné-Club Action

Le mardi 25 juin, à 20 h. 45, le Ciné-Club Action (Paris-Ciné, 56, av. de Saint-Ouen), présente : « Au cœur de la vie », avec la participation de Robert Enrico. Le film vient d'avoir le Prix de la mise en scène, au Festival de San Sebastian.

Le P.S.U. a besoin de vous

Il en a besoin moralement. Il en a besoin matériellement.

Camarades, sympathisants, lecteurs avez-vous fait tout ce qui dépendait de vous pour lui procurer l'aisance qui lui est INDISPENSABLE pour faire face à ses obligations ?

Un certain nombre d'entre vous ont répondu à notre appel. Nous avons besoin du concours de tous et très rapidement.

Que tous ceux qui le peuvent envoient à Maurice KLEIN un engagement de payer volontairement des cotisations mensuelles (37, rue de Trévisse, Paris (9^e), C.C.P. 4435-35 Paris).

Il va sans dire que le paiement immédiat des 12 mensualités est accepté. N'attendez plus !

Merci à tous.

Le secrétaire national : Edouard DEPREUX.

Le trésorier national : Maurice KLEIN.

Je soussigné (nom, prénoms, adresse)

.....

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, trésorier national du PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ, la somme de :

francs.

Date :

Signature :

Etudiants de Pau : Réunion sur les Antilles

La section étudiante de Pau du P.S.U. organise, en commun avec l'Association des Etudiants de Pau (A.G.E.P.) et le Cercle Palois de l'U.E.C., le lundi 24 juin, à 21 heures (salle Justin-Blanc, rue Latapie), une réunion publique sur le problème des Antilles.

Quatre exposés sont prévus : Présentation géographique, historique et culturelle des Antilles. — Situation économique. — Situation politique et sociale ; la répression policière. — Perspectives d'avenir ; la Gauche française face à ce problème. Une vente de livres sera organisée.

Exposition de photos et dessins d'enfants algériens

On est saisi dès l'entrée par cette petite file qui serre dans sa main des capsules de bouteilles et qui regarde on ne sait quoi par la fente d'une porte métallique à double battant que retient un fil de fer.

Une seule photo évoque la guerre : une foule de gosses enthousiastes brandissant le drapeau algérien le jour de l'indépendance.

Tout le reste ce sont des vues du bidonville de Nanterre, un petit cireur, symbole d'un temps révolu, des gosses qui étudient, certains assis contre un mur, pieds nus dans le sable, et surtout d'émouvants visages d'enfants.

La guerre n'est guère présente non plus parmi les dessins dont il faut mentionner le symbolisme naïf et pour certains une grande richesse de couleurs.

Cette exposition organisée par l'Association d'Amitié et de Solidarité Franco-Algérienne (1) dans le cadre de sa campagne en faveur de l'enfance algérienne, se tient à la Maison des Lettres, 8, rue Jean-Calvin, Paris (5^e). Elle est ouverte de 18 à 22 h. jusqu'au 23 juin. Allez-y.

(1) Secrétariat : Claude Hayman, 26, rue de Romainville, Paris (19^e), C.C.P. Roger Foirier, Paris 13.726.83.

Succès du stage de Thurins

Une quarantaine de militants appartenant à cinq fédérations ont pris part à ce stage de Pentecôte, qui s'est déroulé à Thurins, dans le Rhône.

Après un exposé de Jean Guichard sur le thème « Réforme et Révolution », les camarades Néry, de Paris, et Favennec, conseiller municipal de Sarcelles (S.-et-O.), exposèrent les problèmes complexes créés par l'essaimage des villes modernes dans le monde industriel capitaliste et la nécessité d'une adaptation de nouvelles structures de gestion. L'application au cas précis de Sarcelles permit de se rendre compte combien il était difficile de susciter des rencontres, des échanges, des courants d'opinion entre les habitants d'une même cité.

La psychologie de l'information fut alors analysée avec brio par Pierre Haim, grand spécialiste des études de marchés et des enquêtes-sondages, qui mit immédiatement au travail les militants en leur proposant une formule d'enquête d'opinion publique. Haim devait préciser fort justement que le vrai propagandiste est d'abord celui qui s'informe de ce que pensent les autres afin d'agir en connaissance de cause.

A noter que de telles manifestations permettent aux militants de mieux se connaître et les aident à mieux se comprendre dans une ambiance sympathique qui n'exclut pas les moments de détente.

Mariage

Mme Maurice Loiseau, M. et Mme Pierre Bassan ont l'honneur de vous faire part du mariage de leur petite-fille et fille Françoise avec M. Gilbert Darmon, 4, réserve de Buzenval, Saint-Cloud (S.-et-O.). Nos plus vives félicitations et nos vœux de bonheur.

PETITES ANNONCES

ADHERENTE DU P.S.U., région Nord, célibataire, serait désireuse de se joindre à un groupe de camarades pour sorties, vacances, etc.

PANTHEON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 19 au 25 juin

MOURIR A MADRID

STUDIO 13 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Semaine du 19 au 25 juin

ILS ONT TUÉ JAURÈS

CENTRE NAUTIQUE DE JEUNES EN YOUGOSLAVIE

Pour la 4^e année, le Centre nautique de Bol, dans l'île de Brac, en Yougoslavie, rouvre ses portes en juillet et août 1963. Il recevra davantage de jeunes, d'adultes et de familles.

De nombreuses améliorations ont été apportées depuis trois ans : augmentation de la flottille nautique ; excursions du « Kabal » (notre voilier de 30 places) atteignant Dubrovnik, Kotor, Mostar (avec complément en car pour cette dernière ville) ; nouvelle installation de la salle à manger et du bar (face à la mer) ; logement des familles dans deux club-hôtels entièrement neufs (chambres de 2 personnes dont certaines avec douches particulières) en bord de mer ; bibliothèque et discothèque renforcées ; cours de natation (adultes, jeunes et enfants) et jardin d'enfants (jardins et jeux pour enfants sans interruption) ; excursions dans l'île de Brac (canot, à ânes, excursions en montagne) ; rencontres culturelles et folkloriques franco-yougoslaves.

A cela, il faut ajouter une réalisation nouvelle très importante. Le C.T.L.V.J. ouvre en juillet 1963 un centre de jeunes dans l'île de Losinj, à proximité de Zadar.

Le centre de Mali Losinj recevra surtout les adolescents et les jeunes. Il offrira aux collectivités de nouveaux avantages : transport raccourci ; en chemin de fer jusqu'à Trieste, bateau jusqu'à Losinj ; tarif économique : 375 F pour 2 semaines (voyage, séjour et activités nautiques compris) ; excursions à Rab, île Susak, île Ilovik et la vieille ville d'Osor.

LIVRES ACHAT COMPTANT DOMICILE

Bugnard, 29, rue Durantin Paris - ORN. 41-25

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUP 19-20

Rédaction : 8, rue Henner Paris (IX^e) Tél. : PIG 05-21

Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél. : LIT 19-39. Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois 7,5 F
6 mois 15 F
1 an 28 F
Soutien 50 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 68-61, rue La Fayette Paris (9^e)

UN TRES GRAND
CONCERTO

Le concerto pour violon de Beethoven par David Oistrakh et André Cluytens.

Beethoven est le musicien roi pour tous les mélomanes débutants et aussi pour certains autres. Ce génie a bousculé l'ordre des valeurs établies, à telle enseigne que Debussy a pu s'exclamer : « Dire que tout allait si bien jusqu'au moment où le vieux sourd est arrivé. » Cette parole irrévérencieuse se justifie par le fait que les associations symphoniques donnent aux symphonies de Beethoven la part du lion dans leurs programmes dominicaux. Ne nous plaignons pas trop tout de même que la mariée soit trop belle et saluons comme il convient un enregistrement extraordinaire. S'agit-il d'une « version définitive » ? Il est probable que non et Oistrakh pourrait encore améliorer cette version, comme il l'a fait de sa précédente, en accélérant le tempo du troisième mouvement, le rondo, jusqu'à la vitesse qui lui est donnée par le tandem Heifetz-Münch. Ce reproche est le seul qui puisse lui être fait.

L'enregistrement présent COL FCX 817 se distingue en effet par la communion qui existe entre les deux interprètes, l'équilibre et la souveraineté du soliste, la ferveur qui se retrouve dans l'interprétation du chef qui n'a pas cru indigne de donner le meilleur de lui-même dans un rôle qui n'est pas celui d'un accompagnateur mais d'un collaborateur.

Est-ce là tout ? Non, la sonorité du disque est telle que la version « mono » donne une impression de stéréophonie. La profondeur de l'orchestre, la différenciation des plans sonores est si remarquable que je n'hésiterai pas à dire que je n'ai jamais entendu un disque « mono » qui puisse lui être comparé.

C'est dire que l'hésitation ne peut être permise, il faut l'acheter.

Le disque de la quinzaine

Les cinq suites de J.-S. Bach par l'Orchestre de chambre « Pro Arte » de Munich sous la direction de Kurt Redel. Deux disques Philips 557 et 558.

Très bonne gravure, bruit de surface très faible.

Redel connaît bien Bach, il a fait des versions remarquables du « Magnificat » et des « Concertos brandebourgeois ». Cette interprétation est en tout point comparable à ses meilleures réussites. Je vous recommande vivement cet achat malgré la dépense plus importante.

Pierre Bourgeois.

Théâtre

MAIAKOVSKI

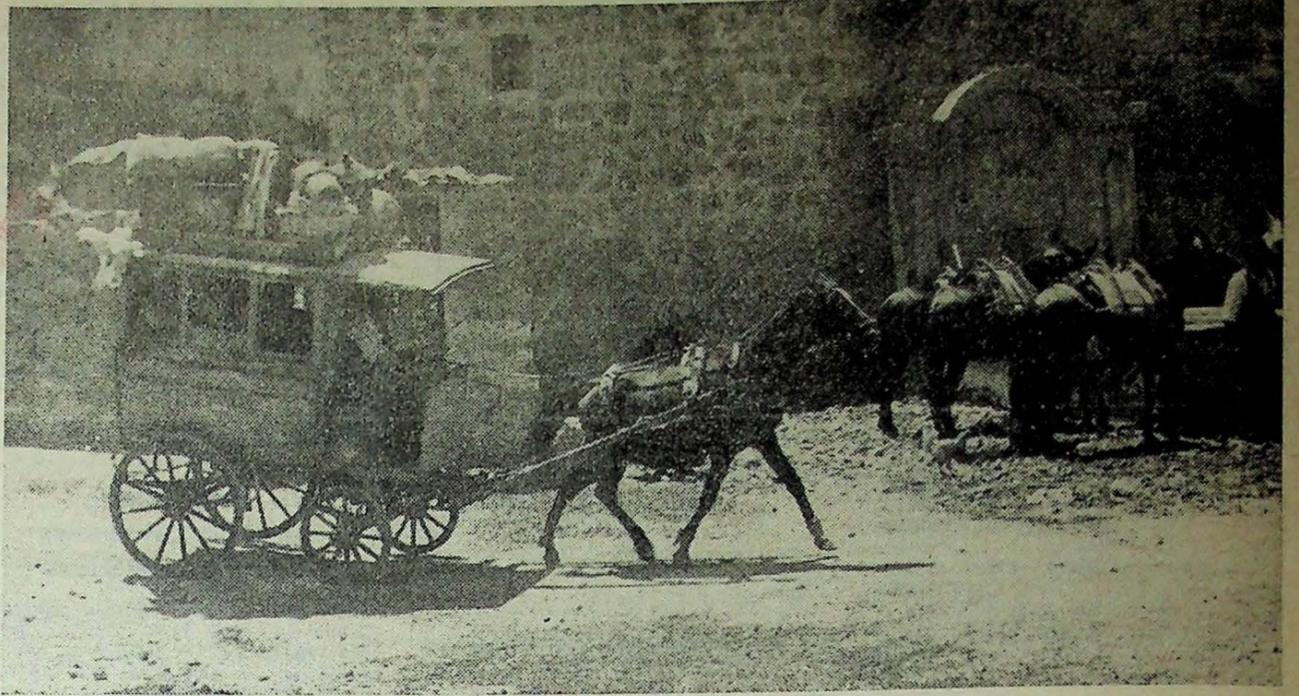
à pleine voix

SEMAINE Maïakovski à Paris, du 22 au 29 juin, avec la venue du « Théâtre de la Satire » de Moscou. Cette troupe contribuera au « dégel », dès 1953 en reprenant sur les scènes de plusieurs capitales soviétiques les pièces du grand poète : « Les Bains » (1930) et « La Punaise » (1929). Ce sont précisément ces œuvres qui seront jouées les jours prochains au théâtre Sarah-Bernhardt.

Le 23 juin, à 21 h., au Palais de Chaillot (salle du T.N.P.), soirée poétique, sous l'égide de « Clarté », l'organe des étudiants communistes. Poèmes et extraits de pièces seront lus par Elsa Triolet, Louis Aragon, Laurent Terzieff, Daniel Ivernel et les comédiens du Théâtre de la Satire.

Ainsi, 30 ans après la tentative d'étouffement dont l'œuvre de Maïakovski fut l'objet de la part des « bien-pensants » du nouveau régime, la voix du poète futuriste retentit à nouveau. C'est la revanche du propagandiste inspiré sur le bureaucrate, du visionnaire romantique sur les basses de la critique. C'est le triomphe de l'homme ouvert à toutes les aventures de l'esprit et de l'art sur les punaises du dogmatisme. Nous ne saurions trop engager nos amis à s'associer à une manifestation aussi exaltante.

J.-J. V.



Le Guépard : une mise en images magistrale

de Luchino Visconti

LA BATAILLE DE NAPLES

UN bon film de résistance, comme on en a vu beaucoup, avec tous les clichés du genre, et dont on s'en voudrait de dire du mal, s'il n'avait pris une importance disproportionnée à sa valeur.

En effet, c'est sur ce film que les Allemands se sont braqués pour exiger qu'on en finisse avec les histoires de résistance dans le cinéma européen, et par contrecoup, le film a été soutenu à fond en Italie, il a même eu récemment un prix de mise en scène ex-aequo avec l'admirable Giuliano !

Nenni Loy sait filmer, certes, et l'on ne s'ennuie pas plus qu'en voyant Le Jour le plus long, ou Les Canons de Navarone. Mais qu'on ne nous parle pas du contenu idéologique du film !

M. R.

Livres

"SUR STALINE"

par Emmanuel d'Astier

« VOILA un homme qui meurt, adoré de millions d'hommes, craint et haï de millions d'autres. Les uns allaient au combat se faire tuer avec son image sur la poitrine, les autres dans des camps ou des logements n'osaient même pas évoquer son nom et sa puissance qui pouvait à chaque instant les priver de vie ou de liberté. Il meurt idole vénérée ou blasphémée.

« Et le sentiment qui prévaut est la consternation, l'égarement, parce que disparaît une clef de voûte qui tient un monde en place. »

Ainsi débute l'extraordinaire ouvrage que vient de publier Emmanuel d'Astier sur Staline (1). Bien plus qu'une vie de Staline, le directeur de « Libération » évoque par des images fulgurantes le duel entre les deux rivaux : Trotski et Staline, la montée au pouvoir, et l'après-guerre où Staline est à l'apogée de sa gloire et de sa... ernauté.

Nous suivons un cours d'Histoire par un professeur dont le talent se double d'une étonnante lucidité.

Sans y répondre Emmanuel d'Astier pose l'éternelle question de l'Histoire : le progrès de l'humanité doit-il être payé avec le sang des millions d'êtres humains ?

« L'atrocité stalinienne garde pour objet le communisme, écrit E.A. Elle laisse en place un système qui, débarrassé de sa cruauté et de son schématisme, de l'idolâtrie et des dogmes, de leur contrainte, pourrait élever la condition humaine plus certainement que ne l'a fait un siècle de capitalisme marqué par les grandes guerres, le désordre économique, un accroissement de la multitude sous-développée sur une terre enrichie par le progrès de la science et de la technique. »

Mais le progrès est-il donc à ce prix ? Certes non. Staline fut un monstre, bien qu'il éleva son pays au rang de première puissance mondiale. Le prix payé par le peuple soviétique pour sa révolution est bien trop lourd, puisse-t-il servir d'expérience aux autres nations...

Un ami communiste, discutant avec Emmanuel d'Astier de la préface de son livre, lui concédait : « Il faut lâcher le communisme. » Qu'il me soit permis d'ajouter : il faut surtout l'humaniser. C'est à cette rude entreprise que semble s'attaquer le Premier soviétique ; effacer sur la carte de

l'U.R.S.S. la sombre tache stalinienne qui éclaboussa non seulement l'U.R.S.S. mais tout le communisme mondial.

Oui, il faut lire ce livre, véritable document historique qui nous permet de mieux saisir le bouleversement que fut en U.R.S.S. le XXI^e congrès et la prise du pouvoir par Khrouchtchev.

Marcel Aizertin.

ENFIN

"CUBA SI"

BONNE nouvelle sur un autre front : « Cuba Si », de Chris Marker, vient (après 18 mois de frigidité) d'obtenir son visa de censure. Il ne s'agit pas de la « version-bidon », avec commentaire émasculé, destinée à l'exportation, mais de l'œuvre authentique que quelques centaines de privilégiés ont pu voir clandestinement l'an dernier (1). Sortie probable, fin juin ou début septembre. De toute façon, nous avons déjà entrepris des démarches auprès du producteur pour pouvoir vous présenter cette œuvre magnifique lors de la séance inaugurale du « Ciné-Club T.S. ».

Profitez-en pour renouveler notre appel à tous ceux qui voudraient participer au fonctionnement du « Ciné-Club ». Ecrire à Marcel Ranchal, ou à Jean-Jacques Vernon, au journal.

(1) Texte intégral dans « Commentaires », de Chris Marker (édit. du Seuil).

« L' E cinéma qui m'intéresse est un cinéma anthropomorphique » a dit un jour Luchino Visconti. Rien d'étonnant qu'il se soit passionné pour la chronique lucide et désabusée du prince de Lampedusa.

Ce que conte l'écrivain dans « Le Guépard », c'est, en gros, la vie du Prince de Salina et de sa maison, à l'époque de l'unité italienne où, sous la houlette du nouveau roi, Victor-Emmanuel, la bourgeoisie va éliminer l'aristocratie (en tant que classe) de la direction des affaires publiques.

L'histoire se déroule en Sicile, l'une des provinces les plus fermées à l'évolution politique et sociale. Mais Garibaldi et ses « chemises rouges » donneront le coup de pouce nécessaire, en débarquant un matin de printemps 1860 à Marsala. Les barricades se dressent à Palerme et dans les grandes villes, les campagnes s'embrasent, l'armée de l'absolutisme est acculée aux combats d'arrière-garde. Il faut s'incliner ou fuir. Le prince de Salina a depuis longtemps décidé de s'incliner. Il partage son temps entre son palais de Palerme et sa villa de Donnafugata, la pratique familiale du rosario et la fréquentation des prostituées.

Un mouvement irréversible

La chasse reste l'un des rares plaisirs de ce grand seigneur, et quand il est las de parcourir la montagne, le prince s'enferme dans son observatoire d'où il contemple les étoiles.

Salina n'a plus rien à apprendre des hommes de son temps... qu'une dernière leçon de politique. C'est son neveu Tancredi (un jeune homme beau, intelligent mais ruiné). « Si l'on veut que tout se maintienne, il faut que tout change ». Autrement dit : le meilleur moyen de contrôler une révolution, c'est encore de la faire. Salina est trop vieux pour suivre le conseil ; trop noble pour verser dans l'opportunisme et se salir les mains avec les chacals ou les loups ; mais il favorisera l'ascension de son neveu. Tancredi épousera la fille du maire de Donnafugata, l'un des plus riches propriétaires du pays. Il deviendra un notable de la monarchie constitutionnelle. On fusillera quelques idéalistes (les partisans de Garibaldi, par exemple) et tout rentrera dans l'ordre, à Palerme et en Italie... pour une centaine d'années au moins.

Visconti a magistralement traduit en images l'histoire de ce bouleversement. Son adaptation est un modèle du genre. En ne retenant que les thèmes essentiels de ce récit, stalinien, il en déplace un peu le centre de gravité mais ce faisant, il entraîne dans un mouvement irréversible qui tranche visuellement avec l'écrasante immobilité des premières scènes.

Observant le destin d'un homme, Visconti brosse de façon saisissante celui de tout un peuple. Tout concourt ici à subjurer : la couleur et l'espace, la poussière et l'encens, le soleil et le vent, la richesse des costumes et la violence des sentiments. Quant à l'interprétation, de Burt Lancaster à Paolo Stoppa, de Claudia Cardinale à Alain Delon, elle emporte sans peine l'adhésion.

Oui, « Le Guépard » est un film magistral. Un film comme on n'en fait plus guère aujourd'hui.

Jean-Jacques Vernon